Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 102° — Numero 102

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 26 aprile 1961 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650 841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA - TEL. 841-089 848-184 841-737 886-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
(Esclusi quelli recanti le norme sul trattamento economico e normativo dei lavoratori).
Annuo L. 13.390 - Semestrale L. 7.330 - Trimestrale L. 4.020 - Un fascicolo L. 60 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

AI SUPPLEMENTI ORDINARI CONTENENTI LE NORME SUL TRATTAMENTO ECONOMICO E NORMATIVO DEI LAVORATORI
Annuo L. 12.030 - Semestrale L. 6.520 - Trimestrale L. 3.510

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5.520 - Trimestrale L. 3.010 - Un fascicolo L. 50 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo
Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di Provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1961

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 23 febbraio 1961, n. 277.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea di stabilimento, con annesso Protocollo, firmata a Parigi il 13 dicembre 1955.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea di stabilimento, con annesso Protocollo, firmata a Parigi il 13 dicembre 1955.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione, con annesso Protocollo, di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'articolo 34 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 febbraio 1961

GRONCHI

FANFANI — SEGNI — SCELBA — GONELLA — TRABUCCHI — ANDREOTTI — BOSCO — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli:* GONELLA

Convenzione europea di stabilimento (Parigi, 13 dicembre 1955)

CONVENTION EUROPEENNE D'ETABLISSEMENT

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Considérant que le Conseil de l'Europe a pour objet de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont le patrimoine commun de ses Membres et de favoriser leur progrès économique et social;

Reconnaissant le caractère tout particulier des liens qui existent entre les pays membres du Conseil de l'Europe et qui trouvent leur affirmation dans les conventions et accords déjà conclus dans le cadre du Conseil, notamment dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée le 4 novembre 1950, et dans le Protocole additionnel à cette Convention, signé le 20 mars 1952, ainsi que dans la Convention européenne d'Assistance sociale et médicale et dans les deux Accords intérimaires européens sur la Sécurité sociale, signés le 11 décembre 1953;

Convaincus que, par la conclusion d'une convention régionale, l'établissement de règles communes concer-

nant le traitement accordé aux ressortissants de chacun d'eux sur le territoire des autres, est de nature à faire progresser cette œuvre d'unification;

Affirmant que les droits et prérogatives qu'ils accordent mutuellement à leurs ressortissants sont concédés uniquement en raison de l'étroite association qui unit, de par le Statut, les pays membres du Conseil de l'Europe;

Constatant que l'économie de la Convention s'insère étroitement dans le cadre de l'organisation du Conseil de l'Europe,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I
ENTREE, SEJOUR ET EXPULSION

Article 1er

Chacune des Parties Contractantes facilitera l'entrée sur son territoire, en vue d'un séjour temporaire, des ressortissants des autres Parties et leur permettra d'y circuler librement, sauf dans le cas où des raisons relatives à l'ordre public, à la sécurité, à la santé publique ou aux bonnes mœurs s'y opposeraient.

Article 2

Sous les conditions prévues à l'article 1er de la présente Convention, chacune des Parties Contractantes, dans la mesure permise par son état économique et social, facilitera aux ressortissants des autres Parties leur résidence prolongée ou permanente sur son territoire.

Article 3

1. Les ressortissants des Parties Contractantes résidant régulièrement sur le territoire des autres Parties ne peuvent être expulsés que s'ils menacent la sécurité de l'Etat ou ont contrevenu à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

2. Ceux d'entre eux qui résident régulièrement depuis plus de deux ans sur le territoire de l'une des Parties Contractantes ne peuvent faire l'objet d'une mesure d'expulsion qu'après avoir été admis, à moins de motifs impérieux touchant à la sécurité de l'Etat, à faire valoir les raisons qu'ils peuvent invoquer contre leur expulsion, à présenter un recours à cet effet et à se faire représenter devant une autorité compétente ou devant une ou plusieurs personnes spécialement désignées par l'autorité compétente.

3. Les ressortissants des Parties Contractantes, résidant régulièrement depuis plus de dix ans sur le territoire de l'une d'elles, ne peuvent être expulsés que pour des raisons touchant à la sécurité de l'Etat ou si les autre raisons mentionnées au paragraphe 1 du présent article revêtent un caractère particulier de gravité.

CHAPITRE II
EXERCICE DES DROITS CIVILS

Article 4

Les ressortissants des Parties Contractantes bénéficient sur le territoire des autres Parties d'un traitement égal à celui des nationaux en ce qui concerne la jouissance et l'exercice des droits civils, soit de nature personnelle, soit de nature patrimoniale.

Article 5

Par dérogation aux dispositions de l'article 4 de la présente Convention, chaque Partie Contractante, pour des raisons relevant de la sécurité ou de la défense nationales, peut, en ce qui concerne toutes catégories de biens, en réserver à ses nationaux l'acquisition, la possession ou la jouissance, ou soumettre les ressortissants des autres Parties à des conditions spéciales applicables aux étrangers.

Article 6

1. Indépendamment des cas relevant de la sécurité ou de la défense nationales,

a) toute Partie Contractante qui aurait réservé à ses nationaux ou réglementé, en ce qui concerne les étrangers, y compris même les ressortissants des autres Parties, l'acquisition, la possession ou la jouissance de certaines catégories de biens, ou aurait subordonné l'acquisition, la possession ou la jouissance de ces biens à la réciprocité, notifiera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, au moment de la signature de la présente Convention, une liste de ces restrictions, en indiquant les dispositions de droit interne qui les ont instituées; le Secrétaire Général communiquera ces listes aux autres signataires;

b) les Parties Contractantes ne pourront, après l'entrée en vigueur de la présente Convention à leur égard, introduire de nouvelles restrictions à l'acquisition, la possession ou la jouissance de certaines catégories de biens par les ressortissants des autres Parties que si elles se voient dans la nécessité de le faire pour des raisons impérieuses de caractère économique ou social, ou pour empêcher l'accaparement des ressources vitales du pays; elles devront, dans ce cas, tenir le Secrétaire Général pleinement informé des mesures prises, des dispositions de droit interne y relatives et des motifs qui les ont dictées: le Secrétaire Général en donnera communication aux autres Parties.

2. Chaque Partie Contractante s'efforcera de réduire, en faveur des ressortissants des autres Parties, sa liste de restrictions. Elle notifiera ces modifications au Secrétaire Général qui en donnera communication aux autres Parties.

Chaque Partie s'efforcera également de faire bénéficier les ressortissants des autres Parties des dérogations à la réglementation générale relative aux étrangers, autorisées par sa législation.

CHAPITRE III
GARANTIES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES

Article 7

Les ressortissants des Parties Contractantes jouissent, sur le territoire des autres Parties, aux mêmes conditions que les nationaux, de la pleine protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, de leurs droits et intérêts. A ces fins, ils ont notamment le droit, au même titre que les nationaux, de recourir aux autorités judiciaires et administratives compétentes et de se faire assister par toute personne de leur choix agréée par les lois du pays.

Article 8

1. Les ressortissants des Parties Contractantes seront admis sur le territoire des autres Parties au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite aux mêmes conditions que les nationaux.

2. Les indigents ressortissants d'une des Parties Contractantes pourront se faire délivrer gratuitement, sur le territoire d'une autre Partie, des extraits des actes de l'état civil dans les mêmes conditions que les nationaux indigents.

Article 9

1. Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être exigé, à raison, soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, des ressortissants d'une des Parties Contractantes, ayant leur domicile ou leur résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces Parties, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'une autre de ces Parties.

2. La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

3. Les condamnations aux frais et dépens du procès prononcées contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit des paragraphes précédents du présent article, soit de la loi du pays où l'action est intentée seront, sur demande faite par la voie diplomatique, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente sur le territoire de chacune des autres Parties Contractantes.

CHAPITRE IV

EXERCICE DES ACTIVITES LUCRATIVES

Article 10

Chacune des Parties Contractantes autorisera sur son territoire les ressortissants des autres Parties à exercer, sur un pied d'égalité avec les nationaux, toute activité de caractère lucratif, à moins que des raisons sérieuses de caractère économique ou social ne s'opposent à l'octroi de l'autorisation. Cette disposition s'applique, sans y être limitée, aux activités industrielles, commerciales, financières, agricoles, artisanales et aux professions libérales, que la personne intéressée travaille pour son propre compte ou qu'elle soit au service d'un employeur.

Article 11

Les ressortissants des Parties Contractantes qui auront été admis pour une certaine durée à l'exercice d'une activité de caractère lucratif ne pourront se voir, pendant cette durée, imposer des restrictions non prévues lors de l'autorisation qui leur aura été accordée à moins qu'elles ne soient également applicables aux nationaux se trouvant dans des conditions analogues.

Article 12

1. Les ressortissants des Parties Contractantes résidant régulièrement sur le territoire d'une autre Partie seront autorisés, sans qu'on puisse leur opposer les restrictions prévues à l'article 10 de la présente Convention, à exercer toute activité de caractère lucratif au même titre que les nationaux lorsqu'ils répondent à l'une des conditions suivantes:

a) avoir exercé régulièrement pendant une période ininterrompue de cinq ans une activité lucrative sur ce territoire;

b) avoir résidé régulièrement sur ce territoire pendant une période ininterrompue de dix ans;

c) avoir été admis à la résidence permanente.

Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification de la présente Convention, déclarer ne pas accepter une ou deux des conditions susdites.

2. Elle peut également, suivant la même procédure, porter à un maximum de dix ans le délai prévu *sub a*) sans que cette décision puisse entrainer, après une première période de cinq ans, l'interruption ou la modification de l'activité jusqu'alors exercée. Elle peut également déclarer qu'elle n'accordera pas dans tous les cas le passage de plein droit d'une activité salariée à une activité indépendante.

Article 13

Toute Partie Contractante peut réserver à ses nationaux les fonctions publiques et les activités concernant la sécurité ou la défense nationales ou en subordonner l'exercice par des ressortissants étrangers à des conditions spéciales.

Article 14

1. Indépendamment des matières visées à l'article 13 de la présente Convention,

a) toute Partie Contractante qui aurait réservé à ses nationaux certaines activités, ou en aurait réglementé l'exercice par les étrangers, y compris même les ressortissants des autres Parties, ou en aurait subordonné l'exercice à la réciprocité, notifiera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, au moment de la signature de la présente Convention, une liste de ces restrictions, en indiquant les dispositions de droit interne qui les ont instituées; le Secrétaire Général communiquera ces listes aux autres signataires;

b) les Parties Contractantes ne pourront, après l'entrée en vigueur de la présente Convention à leur égard, introduire de nouvelles restrictions à l'exercice des activités de caractère lucratif par les ressortissants des autres Parties, que si elles se voient dans la nécessité de le faire pour des raisons impérieuses de caractère économique ou social; elles devront, dans ce cas, tenir le Secrétaire Général pleinement informé des mesures prises, des dispositions de droit interne y relatives et des motifs qui les ont dictées; le Secrétaire Général en donnera communication aux autres Parties.

2. Chaque Partie Contractante s'efforcera, en faveur des ressortissants des autres Parties:

de réduire la liste des activités réservées à ses nationaux ou dont l'exercice par des ressortissants étrangers est réglementé ou subordonné à la réciprocité; elle notifiera ces modifications au Secrétaire Général qui en donnera communication aux autres Parties;

de consentir, dans la mesure prévue par sa législation, des dérogations individuelles aux dispositions en vigueur.

Article 15

L'exercice par les ressortissants d'une Partie Contractante sur le territoire d'une autre Partie d'une activité pour laquelle les ressortissants de cette Partie doivent posséder des titres professionnels ou techniques,

ou fournir des garanties, sera subordonné à la production des mêmes garanties, à la possession des mêmes titres ou d'autres reconnus comme équivalents par l'autorité nationale compétente.

Toutefois, les ressortissants des Parties Contractantes qui exercent régulièrement leur profession sur le territoire de l'une d'elles, pourront être appelés sur le territoire de toute Partie par un de leurs confrères, afin de lui prêter assistance dans un cas particulier.

Article 16

Les voyageurs de commerce, ressortissants de l'une des Parties Contractantes, qui sont au service d'une entreprise ayant son centre principal d'activité sur le territoire de l'une des Parties, n'ont besoin d'aucune autorisation pour exercer leur activité sur le territoire d'une autre Partie, à condition de ne pas y séjourner plus de deux mois par semestre.

Article 17

1. Les ressortissants des Parties Contractantes bénéficieront, sur le territoire des autres Parties Contractantes, d'un traitement non moins favorable que les nationaux, en ce qui concerne toute réglementation par l'autorité publique des rémunérations ainsi que des conditions de travail en général.

2. Les dispositions du présent chapitre ne peuvent être interprétées comme obligeant les Parties Contractantes à accorder sur leur territoire, aux ressortissants des autres Parties, un traitement plus favorable, en ce qui concerne l'exercice d'activités lucratives, que celui qu'elles accordent à leurs nationaux.

Chapitre V

DROITS PARTICULIERS

Article 18

Aucune Partie Contractante ne peut interdire aux ressortissants des autres Parties, ayant exercé régulièrement sur son territoire, depuis cinq ans au moins, une activité appropriée, de participer comme électeurs, dans les mêmes conditions que les nationaux, aux élections au sein des organismes de caractère économique ou professionnel, tels que les Chambres de Commerce, d'Agriculture et de Métiers, sous réserve des décisions que pourront prendre à ce sujet lesdits organismes ou organisations dans les limites de leur compétence.

Article 19

Les ressortissants des Parties Contractantes sont admis, sans autres restrictions que celles qui sont applicables aux nationaux, à l'exercice, sur le territoire des autres Parties, des fonctions d'arbitre, dans les arbitrages où le choix des arbitres est laissé entièrement aux particuliers.

Article 20

Dans la mesure où l'accès à l'enseignement relève de la compétence de l'Etat, les ressortissants d'âge scolaire de toute Partie Contractante, résidant régulièrement sur le territoire d'une autre Partie, seront admis, sur un pied d'égalité complète avec les nationaux, à recevoir l'enseignement primaire et secondaire ainsi que l'enseignement technique et professionnel. L'extension de cette disposition à l'octroi de bourses d'études demeure réservée à l'appréciation de chacune des Parties Contractantes. Lesdits ressortissants seront assujettis à l'obligation scolaire, si la législation nationale l'institue pour les nationaux.

Chapitre VI

REGIME FISCAL, PRESTATIONS CIVILES OBLIGATOIRES, EXPROPRIATION OU NATIONALISATION

Article 21

1. Sous réserve des dispositions concernant la double imposition contenues dans des accords conclus ou à conclure, les ressortissants des Parties Contractantes ne seront pas assujettis sur le territoire des autres Parties à des droits, taxes, impôts ou contributions, sous quelque dénomination que ce soit, autres, plus élevés ou plus onéreux, que ceux qui sont exigés des nationaux qui se trouvent dans une situation analogue. Ils bénéficieront notamment des réductions ou exemptions d'impôts ou taxes et des dégrèvements à la base, y compris les déductions accordées pour charges de famille.

2. Les Parties Contractantes ne percevront sur les ressortissants des autres Parties aucune taxe de séjour qui ne serait pas exigée des nationaux. Cette disposition ne fait pas obstacle à la perception, le cas échéant, des taxes afférentes à l'accomplissement des formalités administratives telles que les taxes relatives à la délivrance des permis et autorisation requis des étrangers. Toutefois, ces taxes ne devront pas être supérieures aux dépenses entraînées par ces formalités.

Article 22

Les ressortissants des Parties Contractantes ne peuvent, en aucun cas, être soumis, sur le territoire des autres Parties, à des prestations civiles, soit de nature personnelle, soit de nature patrimoniale, autres ou plus onéreuses que celles requises des nationaux dans les mêmes conditions.

Article 23

Sans préjudice des dispositions de l'article 1er du Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, les ressortissants des Parties Contractantes, en cas d'expropriation ou de nationalisation de leurs biens par une autre Partie, auront droit à un traitemente au moins aussi favorable que les nationaux.

Chapitre VII

COMITE PERMANENT

Article 24

1. Il sera constitué, dans l'année qui suivra la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un Comité Permanent. Ce Comité fera toutes propositions tendant à améliorer les conditions d'application de la Convention et, le cas échéant, à en reviser ou à en compléter les dispositions.

2. Le Comité s'efforcera, en cas de divergence de vues sur l'interpretation ou l'application des dispositions de l'article 6, paragraphe 1 *b*) et de l'article 14, paragraphe 1 *b*) de la présente Convention, de concilier les Parties à la demande de l'une d'entre elles.

3. Le Comité fera publier un rapport périodique contenant tous les renseignements relatifs à l'état de la législation et de la réglementation en vigueur sur le territoire des Parties et se rapportant aux matières visées par la présente Convention.

4. Tout Membre du Conseil de l'Europe ayant ratifié la présente Convention désignera un représentant à ce Comité. Tout autre Membre du Conseil pourra s'y faire représenter par un observateur ayant voix consultative.

5. Le Comité est convoqué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Sa première session aura lieu dans les trois mois de sa constitution. Les sessions ultérieures auront lieu au moins une fois tous les deux ans. Le Comité pourra être également convoqué aussi souvent que le Comité des Ministres du Conseil le jugera nécessaire. Le délai de deux ans ne commencera à courir qu'à la date de la clôture de la dernière session.

6. Les avis ou recommandations du Comité Permanent sont soumis au Comité des Ministres.

7. Le Comité Permanent établit son règlement intérieur.

Chapitre VIII

DISPOSITIONS GENERALES

Article 25

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux dispositions des législations nationales, des traités, conventions ou accords bilateraux ou multilatéraux qui sont ou entreront en vigueur, en vertu desquels un traitement plus favorable serait accordé aux ressortissants d'une ou de plusieurs autres Parties Contractantes.

Article 26

1. Tout Membre du Conseil de l'Europe peut, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification, formuler une réserve au sujet d'une disposition particulière de la Convention, dans la mesure où une loi, alors en vigueur sur son territoire, n'est pas conforme à cette disposition. Les réserves de caractère général ne sont pas autorisées aux termes du présent article.

2. Toute réserve émise conformément au présent article comporte un bref exposé de la loi en cause.

3. Tout Membre du Conseil qui fait une réserve en vertu du présent article, la retirera aussitôt que les circonstances le permettront. Le retrait des réserves sera fait par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil; cette notification prendra effet à la date de sa réception. Le Secrétaire Générale en communiquera le texte à tous les signataires de la Convention.

Article 27

Une Partie Contractante qui, en vertu de l'article 26 de la présente Convention, a formulé une réserve au sujet d'une disposition particulière de la Convention, ne pourra prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie que dans la mesure où elle l'aurait elle-même acceptée.

Article 28

1. En cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation, toute Partie Contractante peut prendre des mesures dérogeant aux obligations prévues par la présente Convention, dans la stricte mesure où la situation l'exige et à la condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les autres obligations découlant du droit international.

2. Toute Partie Contractante qui exerce ce droit de dérogation tient le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pleinement informé des mesures prises et des motifs qui les ont inspirées. Elle doit également informer le Secrétaire Général du Conseil de la date à laquelle ces mesures ont cessé d'être en vigueur et les dispositions de la Convention reçoivent de nouveau pleine application.

Chapitre IX

DOMAINE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 29

1. La présente Convention s'applique aux territoires métropolitains des Parties Contractantes.

2. Tout Membre du Conseil peut, au moment de la signature ou de la ratification de la présente Convention, ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que la présente Convention s'appliquera à celui ou à ceux des territoires désignés dans ladite déclaration et dont il assure les relations internationales.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 33 de la présente Convention.

4. Le Secrétaire Général communiquera aux autres Membres du Conseil toute déclaration qui lui aura été notifiée en vertu du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 du présent article.

Article 30

1. Sont considérées comme ressortissants aux termes de la présente Convention les personnes physiques possédant la nationalité d'une des Parties Contractantes.

2. Aucune Partie Contractante ne sera tenue d'accorder le bénéfice de la présente Convention aux ressortissants d'une autre Partie Contractante qui ont leur résidence habituelle sur un territoire non métropolitain de cette Partie auquel la Convention n'est pas applicable.

Chapitre X

REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 31

1. Les différends qui pourraient s'élever entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront soumis à la Cour Internationale de Justice par voie de compromis ou de requête d'une des parties au différend, à moins que celles-ci ne conviennent d'un autre mode de règlement pacifique.

2. Après l'entrée en vigueur de la Convention européenne sur le Règlement pacifiques des Différends, les Parties à cette Convention en appliqueront les dispositions qui les lient à tous les différends qui pourraient s'élever entre elles relativement à la présente Convention.

3. Tout différend, soumis à une procédure prévue aux paragraphes précédents, sera immédiatement porté par

les parties intéressées à la connaissance du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui avertira, sans délai, les autres Parties Contractantes.

4. Si une partie à un litige ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt de la Cour Internationale de Justice ou de la sentence d'un tribunal arbitral, l'autre partie pourra recourir au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe et celui-ci, s'il le juge nécessaire, pourra, par un vote à la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de siéger au Comité, faire des recommandations en vue d'assurer l'exécution de l'arrêt ou de la sentence.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS FINALES

Article 32

Le Protocole annexé à la présente Convention fait partie intégrante de celle-ci.

Article 33

1. Une Partie Contractante ne peut dénoncer la présente Convention qu'à l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard moyennant un préavis de six mois, donné par une notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui en informe les autres Parties. Toute Partie qui ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue ci-dessus restera liée pour une nouvelle période de deux ans et ainsi de suite jusqu'à la dénonciation de la Convention par un préavis de six mois avant l'expiration de chacune de ces périodes.

2. La dénonciation ne peut avoir pour effet de délier la Partie Contractante intéressée des obligations contenues dans la présente Convention en ce qui concerne tout fait qui aurait été accompli par elle antérieurement à la date à laquelle la dénonciation produit effet.

3. Sous la même réserve cesserait d'être Partie à la présente Convention toute Partie Contractante qui cesserait d'être Membre du Conseil de l'Europe.

Article 34

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur à la date du dépôt du cinquième instrument de ratification.

3. Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement, la Convention entrera en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification.

4. Le Secrétaire Général notifiera à tous les Membres du Conseil l'entrée en vigueur de la Convention, les noms des Parties Contractantes qui l'auront ratifiée, les réserves formulées ainsi que le dépôt de tout instrument de ratification intervenu ultérieurement.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Paris, le 13 décembre 1955, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé aux archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera des copies certifiées conformes à tous les signataires.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:
P. H. SPAAK

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:
ERNST CHRISTIANSEN

Pour le Gouvernement de la République française:
ANTOINE PINAY

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:
V. BRENTANO

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:
SPIRO THEOTOKY

Pour le Gouvernement de la République islandaise:
KRISTINN GUDMUNDSSON

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne:
VITTORIO BADINI

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:
BECH

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:
J. W. BEYEN

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:
HALVARD LANGE

Pour le Gouvernement de la Sarre:
(par application de la Résolution (55) 31 du Comité des Ministres)
LIAM COSGRAVE

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:
Sous réserve de ratification avec l'assentiment du Parlement suédois
K. I. WESTMAN

Pour le Gouvernement de la République turque:
N. MENEMENCIOGLU

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

PROTOCOLE

SECTION I

ad articles 1, 2, 3, 5, 6 paragraphe 1 al. *b*), 10, 13 et 14 paragraphe 1 al. *b*)

a) Chaque Partie a le droit d'apprécier, selon des critères nationaux:

1) « les raisons relatives à l'ordre public, à la sécurité, à la santé publique ou aux bonnes mœurs » qui peuvent s'opposer à l'entrée sur son territoire des ressortissants des autres Parties;

2) les raisons tirées de « son état économique et social » qui pourraient s'opposer à l'octroi d'une résidence prolongée ou permanente sur son territoire aux ressortissants des autres Parties ou à l'octroi d'une autorisation d'exercer une activité lucrative;

3) les circonstances qui constituent une menace à la sécurité de l'Etat ou qui portent atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs;

4) les raisons spécifiées dans la Convention en vertu desquelles elle possède la faculté de réserver à ses nationaux l'acquisition, la possession ou la jouissance de

certaines catégories de biens ou l'exercice de certains droits et activités ou de soumettre en ces matières les ressortissants des autres Parties à des conditions spéciales.

b) Il appartient à chaque Partie d'apprécier si les raisons pouvant motiver l'expulsion revêtent un « caractère particulier de gravité ». Dans cette appréciation il sera tenu compte de la conduite qu'a eue l'intéressé pendant toute la durée de sa résidence.

c) La faculté de limiter les droits des ressortissants des Parties Contractantes ne sera exercée que pour les motifs énumérés dans la présente Convention et dans la mesure compatible avec les engagements assumés par les Parties.

SECTION II

ad articles 1, 2, 3, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 20

a) Les prescriptions qui réglementent l'admission, le séjour et la circulation des étrangers ainsi que leur accès aux activités de caractère lucratif ne sont pas affectées par la présente Convention pour autant qu'elles ne sont pas en contradiction avec elle.

b) Les ressortissants des Parties Contractantes sont considérés comme résidant régulièrement sur le territoire de l'une d'entre elles lorsqu'ils se sont conformés à ces prescriptions.

SECTION III

ad articles 1, 2 et 3

a) La notion d'« ordre public » doit être entendue dans l'acception large qui est, en général, admise dans les pays continentaux. Une Partie pourrait notamment refuser l'accès à un ressortissant d'une autre Partie pour des raisons politiques ou s'il existe des raisons de croire que ce ressortissant est dans l'incapacité de couvrir ses frais de séjour ou qu'il se propose d'occuper un emploi rétribué sans être muni des autorisations éventuellement nécessaires.

b) Dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus, les Parties Contractantes s'engagent à tenir compte des liens familiaux.

c) Le droit d'expulsion ne peut être exercé que dans des cas individuels.

Les Parties Contractantes n'useront de ce droit qu'avec les ménagements impliqués par les relations particulières qui existent entre les Membres du Conseil de l'Europe. Elles tiendront compte notamment des liens familiaux et de la durée de séjour sur leur territoire de la personne intéressée.

SECTION IV

ad articles 8 et 9

Les dispositions des articles 8 et 9 de la présente Convention n'affectent en rien les engagements résultant des dispositions de la Convention de La Haye relative à la procédure civile.

SECTION V

ad articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17

a) Les dispositions des articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 de la présente Convention sont applicables sous réserve des conditions relatives à l'entrée et à la résidence prévues par les articles 1 et 2.

b) Le conjoint et les enfants à charge des ressortissants de l'une des Parties Contractantes résidant régulièrement sur le territoire d'une autre Partie, qui ont été autorisés à les accompagner ou à les rejoindre, seront, autant que possible, admis à y occuper un emploi, dans les conditions prévues par la présente Convention.

c) Ne pourront se prévaloir des dispositions de l'article 12 de la présente Convention les ressortissants d'une Partie Contractante qui résident sur le territoire d'une autre Partie en vertu de statuts spéciaux ou qui exercent une activité lucrative en vertu de règles ou accords spéciaux tels que les membres ou le personnel non recruté sur place de missions diplomatiques et consulaires, les agents des organisations internationales, les stagiaires, les apprentis, les étudiants, les personnes employées en vue de parfaire leur formation professionnelle, ainsi que les membres de l'équipage des navires et des aéronefs.

d) Les Parties Contractantes aux termes de l'article 16 de la présente Convention s'interdisent d'assimiler, dans leurs législation ou règlements intérieurs, la profession de voyageur de commerce à une industrie ambulante ou au colportage.

e) Il est entendu que l'article 16 s'applique uniquement aux voyageurs de commerce placés sous les ordres d'une entreprise située hors du pays d'accueil et rémunérés exclusivement par celle-ci.

f) Les dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la présente Convention ne s'appliquent pas au cas particulier des stagiaires en ce qui concerne les rémunérations.

SECTION VI

ad articles 2, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 25

a) Il est spécifié que la Convention n'est pas applicable à la propriété industrielle, littéraire et artistique, et des nouveautés végétales, ces matières restant réservées aux conventions internationales ou à tous autres accords internationaux y relatifs, qui sont ou entreront en vigueur.

b) Dans leurs relations mutuelles, celles des Parties Contractantes à la présente Convention qui sont ou seront liées par les décisions du Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, régissant l'emploi des ressortissants des pays membres de cette Organisation, appliqueront, quant à l'exercice des activités salariées, celles des dispositions qui sont plus favorables aux salariés. Elles se conformeront pour l'application des dispositions des articles 2, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 de la présente Convention, ainsi que pour l'appréciation des raisons de caractère économique ou social mentionnées aux articles 10 et 14 à l'esprit et à la lettre des décisions susmentionnées pour autant que celles-ci sont plus favorables aux salariés.

SECTION VII

ad article 26, paragraphe 1

Les Parties Contractantes ne feront usage du droit qui leur est conféré que dans la mesure où elles estimeront que des dispositions essentielles de leur législation interne l'exigent.

SECTION VIII

ad article 29, paragraphe 1

a) En ce qui concerne la France, la présente Convention s'applique également à l'Algérie et aux départements d'outre-mer.

b) La République Fédérale d'Allemagne pourra étendre l'application de la présente Convention au *Land* Berlin par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Celui-ci notifiera cette déclaration aux autres Parties Contractantes.

ad article 29, paragraphe 2

Tout Membre du Conseil de l'Europe qui fera une déclaration en vertu du paragraphe 2 de l'article 29 de la présente Convention notifiera en même temps au Secrétaire Général du Conseil, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, les listes des restrictions prévues à l'article 6, paragraphe 1, et à l'article 14, paragraphe 1, ainsi que toute déclaration faite en vertu de l'article 12 et toute réserve formulée en vertu de l'article 26 de la présente Convention.

ad article 30

La « résidence habituelle » s'appréciera selon les règles applicables dans le pays dont l'intéressé est ressortissant.

SECTION IX

ad article 31, paragraphe 1

Les Parties Contractantes qui ne sont pas partie au Statut de la Cour Internationale de Justice prendront les mesures nécessaires pour avoir accès à la Cour.

Visto d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

LEGGE 9 marzo 1961, n. 278.

Concessione di un contributo annuo alla Società nazionale « Dante Alighieri », con sede in Roma.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' autorizzata la concessione di un contributo annuo di lire 50.000.000, per la durata di cinque esercizi finanziari, a decorrere da quello 1960-61, a favore della Società nazionale « Dante Alighieri » allo scopo di facilitare lo sviluppo della sua attività all'estero in conformità dei suoi fini statutari ed in armonia con l'azione svolta dal Ministero degli affari esteri.

Art. 2.

All'onere di lire 50.000.000 derivante dall'applicazione della presente legge per l'esercizio finanziario 1960-61, si provvederà mediante riduzione dello stanziamento di parte straordinaria dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio medesimo, destinato a sopperire agli oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 marzo 1961

GRONCHI

FANFANI — SEGNI — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

LEGGE 14 marzo 1961, n. 279.

Stanziamento di lire 40.800.000 per il completamento dei lavori di ricostruzione delle tramvie urbane di Torino.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Per il completamento della ricostruzione delle tramvie urbane di Torino è autorizzata la spesa di lire 40.800.000 (quarantamilioniottocentomila) a carico del bilancio del Ministero dei trasporti.

Art. 2.

Al predetto onere di lire 40.800.000 (quarantamilioniottocentomila) si provvederà a carico dello stanziamento inscritto nello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1960-61 per far fronte ad oneri derivanti da provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 marzo 1961

GRONCHI

FANFANI — TAVIANI — SPATARO

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

LEGGE 31 marzo 1961, n. 280.

Conferimento di n. 600 « Stelle al merito del lavoro » in occasione della celebrazione del Centenario dell'Unità Nazionale.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

In aggiunta alle decorazioni della Stella al merito del lavoro, da conferirsi annualmente nel numero pre-

visto dall'articolo 5, 1° comma, della legge 18 dicembre 1952, n. 2389, per l'anno 1961 saranno conferite n. 600 altre decorazioni.

Le decorazioni straordinarie di cui al precedente comma possono essere concesse anche ai lavoratori subordinati d'ambo i sessi dipendenti da imprese esercitate dallo Stato o da Enti pubblici, per i quali ricorrano le condizioni previste dall'articolo 1 della citata legge.

Art. 2.

In deroga all'articolo 5, 2° comma, della legge 18 dicembre 1952, n. 2389, per l'anno 1961 le decorazioni ordinarie e straordinarie sono conferite nel giorno dell'apertura, in Torino, delle celebrazioni nazionali del primo centenario dell'Unità d'Italia.

Art. 3.

Salvo quanto stabilito dalla presente legge, sono applicate alla concessione delle decorazioni le disposizioni di cui alla legge 18 dicembre 1952, n. 2389.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 marzo 1961

GRONCHI

FANFANI — SULLO — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

LEGGE 3 aprile 1961, n. 281.

Nuova data d'inizio del riassorbimento degli aumenti di organico del Corpo degli agenti di custodia.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico.

Gli aumenti di organico del Corpo degli agenti di custodia, di cui agli articoli 3 del decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 508, e 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 5 maggio 1947, n. 381, hanno vigore fino al 31 dicembre 1961.

Il riassorbimento dei predetti aumenti, da effettuarsi secondo le disposizioni dell'articolo 3, comma terzo, del decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 508, avrà inizio il 1° gennaio 1962.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 aprile 1961

GRONCHI

FANFANI — GONELLA — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

DECRETO MINISTERIALE 16 febbraio 1961.

Composizione del Comitato tecnico per gli idrocarburi.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Vista la legge 11 gennaio 1957, n. 6, sulla ricerca e coltivazione degli idrocarburi liquidi e gassosi;

Visto l'art. 41 della predetta legge, concernente la costituzione del Comitato tecnico per gli idrocarburi;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 15 febbraio 1961, col quale il prof. avvocato Francesco Messineo è stato nominato presidente del Comitato tecnico per gli idrocarburi;

Viste le designazioni fatte dall'Avvocatura generale dello Stato e dai Ministeri delle finanze e del tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Il Comitato tecnico per gli idrocarburi è così composto:

Padellaro dott. Antonio, direttore generale miniere;

Medici prof. Mario e Falini prof. Filippo, in rappresentanza del Consiglio superiore delle miniere;

Gentile avv. Giovanni, designato dall'Avvocatura generale dello Stato;

Beneo ing. Enzo, direttore Servizio geologico;

Ristagno dott. Vittorio Ugo, direttore Ufficio nazionale minerario idrocarburi;

Nuccorini prof. Raffaello, direttore Servizio chimico;

Tagliarini dott. Antonio, in rappresentanza del Ministero delle finanze;

Pasquale dott. Pompilio, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Trevisan prof. Livio, titolare di cattedra di geologia all'Università di Pisa;

Mezzanotte dott. Antonio e Piga gr. uff. Renzo, in qualità di esperti.

Art. 2.

Il dott. Antonio Padellaro è chiamato a sostituire, in caso di assenza od impedimento, il presidente.

Art. 3.

Le funzioni di segreteria saranno disimpegnate dal dott. Guido Parise, direttore di divisione e, in via alternativa, in caso di assenza od impedimento, dal dott. Giuseppe Porta, consigliere di 1ª classe.

Art. 4.

Il Comitato dura in carica tre anni.

Art. 5.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 16 febbraio 1961

Il Ministro: COLOMBO

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 marzo 1961
Registro n. 2 Industria e commercio, foglio n. 339

(2427)

DECRETO MINISTERIALE 15 marzo 1961.

Sostituzione di un membro della Commissione regionale costituita presso il Provveditorato regionale alle opere pubbliche per la Sicilia (Palermo), incaricata di decidere sui ricorsi avverso le determinazioni del prezzo venale degli alloggi di tipo popolare ed economico, stabilito dalle Commissioni provinciali previste dall'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 17 gennaio 1959, n. 2.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 17 gennaio 1959, n. 2, recante norme per la disciplina della cessione in proprietà degli alloggi di tipo popolare ed economico;

Ritenuto che, ai sensi dell'art. 7 del succitato decreto del Presidente della Repubblica n. 2, viene demandata al Ministro per i lavori pubblici la nomina, presso ciascun Provveditorato regionale alle opere pubbliche, di una Commissione incaricata di decidere sui ricorsi avverso le determinazioni del prezzo venale degli alloggi stabilito dalle Commissioni provinciali previste dall'art. 6, secondo comma, dello stesso decreto del Presidente della Repubblica n. 2;

Visto il decreto ministeriale 4 dicembre 1959, n. 17975, registrato alla Corte dei conti il 29 dicembre 1959, registro n. 54, foglio n. 98, col quale è stata costituita, presso il Provveditorato alle opere pubbliche di Palermo, la Commissione di cui all'art. 7 del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 2, chiamandone a far parte, in qualità di membro, il dott. Vincenzo Marzagalli, ispettore generale dell'Amministrazione centrale dei lavori pubblici;

Considerato che il suddetto dott. Vincenzo Marzagalli è stato nominato provveditore alle Opere pubbliche per la Sicilia e che, pertanto, occorre provvedere alla sua sostituzione in seno alla Commissione succitata;

A' termini della legge e del regolamento sulla contabilità generale dello Stato;

Decreta:

Art. 1.

Il dott. ing. Giovanni Battista Boscaino, ispettore generale del Genio civile, è nominato membro della Commissione di cui alle premesse, in sostituzione del dott. Vincenzo Marzagalli, nominato provveditore alle Opere pubbliche per la Sicilia.

Art. 2.

Per ogni giornata di partecipazione alle sedute della Commissione succitata è attribuito al dott. ing. Giovanni Battista Boscaino, un gettone di presenza nella misura prevista dalla legge 11 gennaio 1956, n. 5.

Art. 3.

La spesa di cui all'articolo precedente farà carico sul cap. 24 del bilancio di questo Ministero per l'esercizio finanziario in corso.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 15 marzo 1961

Il Ministro: ZACCAGNINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 31 marzo 1961
Registro n. 17 Lavori pubblici, foglio n. 2. — IZZI

(2429)

DECRETO MINISTERIALE 18 marzo 1961.

Termine per la chiusura della liquidazione del Fondo per il Finanziamento dell'Industria Meccanica - F.I.M.

IL MINISTRO
PER LE PARTECIPAZIONI STATALI

Visti gli articoli 1 e 4 della legge 7 febbraio 1956, n. 45;

Visto l'art. 2, comma quinto, della legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto il decreto di questo Ministero 19 dicembre 1958, registrato alla Corte dei conti il 5 febbraio 1959, registro n. 1 Partecipazioni statali, foglio n. 166;

Considerato che, in conseguenza dei complessi rapporti esistenti fra il Fondo per il Finanziamento dell'Industria Meccanica - F.I.M., e le aziende assistite, non è stato possibile dare completa esecuzione a tutti gli adempimenti necessari alla ultimazione della liquidazione del Fondo medesimo nel termine stabilito dal citato decreto ministeriale 19 dicembre 1958;

Ritenuta la necessità di fissare un nuovo termine per la chiusura della liquidazione del Fondo per il Finanziamento dell'Industria Meccanica - F.I.M.;

Decreta:

Articolo unico

Ferma restando ogni altra disposizione contenuta nel decreto ministeriale 19 dicembre 1958 di cui in premessa, il termine per la chiusura della liquidazione del Fondo per il Finanziamento dell'Industria Meccanica - F.I.M., è stabilito al 30 settembre 1961.

Il detto Fondo, a datare dal 30 settembre 1961, è soppresso. Il Comitato, previsto dalla legge 17 ottobre 1950, n. 840, è tenuto a presentare entro la stessa data il rendiconto finale di tutta la própria attività.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 marzo 1961

Il Ministro: Bo

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 aprile 1961
Registro n. 2 Partecipazioni statali, foglio n. 166. — BAIOCCHI

(2428)

DECRETO MINISTERIALE 8 aprile 1961.

Nomina di revisori ufficiali dei conti.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto l'art. 11 del regio decreto-legge 24 luglio 1936, n. 1548, convertito, con modificazioni, nella legge 3 aprile 1937, n. 517;

Viste le proposte, rassegnate per la 1ª sessione ordinaria del 1960, dalla Commissione centrale, istituita a norma dello stesso art. 11, nominata con decreto ministeriale 12 maggio 1950, confermata con altro decreto del 16 luglio 1955 e rinnovata con decreto ministeriale 27 giugno 1960, registrato alla Corte dei conti il 5 luglio detto;

Decreta:

Sono nominati revisori ufficiali dei conti gli aspiranti di cui all'elenco alligato.

Roma, addì 8 aprile 1961

Il Ministro: GONELLA

Elenco nominativo dei revisori ufficiali dei conti, relativo alla 1ª sessione del 1960

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
1. Agati Angiolo detto Angelo	2- 1-1904	Firenze	Milano	Non iscritto
2. Agosta Ercole	7- 6-1911	S. Giorgio di Nogaro	Torino	Non iscritto
3. Albertoni Angelo Giuseppe	18-10-1906	Motta Baluffi	Cremona	Dott. comm.
4. Alferj Domenico	28-10-1904	Ortona a Mare	Pescara	Dott. comm.
5. Amapane Fulvio	1- 6-1909	Milano	Milano	Ragioniere
6. Angelino Antonino Andrea	30- 1-1919	Siracusa	Roma	Dott. comm.
7. Anselmi Benedetto	11- 1-1902	Marsala	Palermo	Dott. comm.
8. Aragona Ettore	14- 7-1908	Cosenza	Roma	Non iscritto
9. Arbarello Giorgio	1- 4-1913	Genova	Roma	Non iscritto
10. Arcelloni Carlo	1- 4-1926	Ziano Piacentino	Piacenza	Dott. comm.
11. Assi Gian Luigi	20- 6-1900	Busto Arsizio	Legnano	Dott. comm.
12. Auritano Marcello	11- 9-1914	Alessandria d'Egitto	Milano	Dott. comm.
13. Banfi Maria Teresa	22-10-1911	Milano	Milano	Non iscritto
14. Becucci Giorgio	23- 5-1910	Firenze	Campione d'Italia	Dott. comm.
15. Beghi Pietro	29- 3-1905	Canaro di Rovigo	La Spezia	Dott. comm.
16. Beneduce Pasquale	20- 3-1903	Marigliano	Napoli	Dott. comm.
17. Bergonzini Mario	27-10-1899	Sermide	Milano	Non iscritto
18. Bernardi Federico	3- 1-1918	Bologna	Bologna	Dott. comm.
19. Bernasconi Elio	9- 5-1924	Milano	Milano	Dott. comm.
20. Bernasconi Emilio Mario	28- 4-1900	Pontedera	Roma	Non iscritto
21. Bertoglio Giovanni	3- 7-1895	Cellio	Como	Dott. comm.
22. Bianchi Luciano	5- 8-1922	Lovere	Milano	Avvocato
23. Bianchi-Bolzedi Luciano	27- 3-1914	Milano	Milano	Dott. comm.
24. Bianconi Giuseppe	18-12-1906	Ferrara	Bergamo	Non iscritto
25. Billi Luciano	13-12-1921	Bologna	Bologna	Dott. comm.
26. Biundo Michele	9- 6-1920	Saponara Villafranca	Messina	Dott. comm.
27. Bonardi Ettore	28- 1-1894	Ghedi	Varese	Dott. comm.
28. Boni Felice	25- 2-1928	Milano	Milano	Dott. comm.
29. Bonomi Wainer	23-10-1898	Concordia sulla Secchia	Modena	Avvocato
30. Bottigelli Enrico	15- 3-1928	Busto Arsizio	Busto Arsizio	Dott. comm.
31. Brambilla Benvenuto	30- 3-1922	Milano	Milano	Ragioniere
32. Brambilla Franco Livio	12-12-1929	Milano	Milano	Dott. comm.
33. Brecciaroli Guglielmo	7-10-1912	Jesi	Milano	Dott. comm.
34. Bronzini Giuseppe	24- 6-1908	Calcinaia	Roma	Non iscritto
35. Buzzi-Langhi Carlo	9- 6-1903	Torino	Milano	Avvocato
36. Calacione Benedetto	27- 7-1913	Palermo	Palermo	Dott. comm.
37. Calestani Gino	25-11-1906	S. Pancrazio Parmense	Parma	Non iscritto
38. Calì Mariano Giuseppe detto «Mario»	18- 8-1916	Riposto	Catania	Dott. comm.
39. Calise Salvatore	13- 8-1906	Forio d'Ischia	Milano	Dott. comm.
40. Cameroni Francesco detto «Franco»	14- 1-1905	Lecco	Lecco	Non iscritto
41. Canepa Silvio	13- 4-1902	Genova Pontedecimo	Genova	Non iscritto
42. Canuto Guido	4-12-1908	Torino	Cuneo	Ragioniere
43. Cappuccio Michele	11-12-1887	Solarino	Roma	Dott. comm.
44. Cardillo Isidoro	10- 7-1903	Catania	Palermo	Dott. comm.
45. Carotti Silvio	26- 2-1906	Cremona	Cremona	Dott. comm.
46. Caruba Giorgio	24- 7-1908	Perugia	Roma	Avvocato
47. Cassenti Giuseppe	2- 7-1902	Milena	Roma	Non iscritto
48. Cassetta Raffaele	19-10-1913	Milano	Milano	Non iscritto
49. Castagnoli Jules Silvano	19- 5-1924	Luzzara	Luzzara	Ragioniere
50. Ceci Francesco	5-12-1908	Rose	Catanzaro	Dott. comm.
51. Cefalù Alberto Vincenzo	6- 6-1906	Marsala	Marsala	Dott. comm.
52. Cellerino Gennerino Battista detto Gennarino	19- 1-1909	Alessandria	Casal Monferrato	Non iscritto
53. Cerenza Giuseppe	6- 7-1905	Vietri sul mare	Napoli	Dott. comm.
54. Ceserani Luigi	3- 6-1916	Milano	Milano	Dott. comm.
55. Checco Carlo	21- 2-1932	Torino	Torino	Ragioniere
56. Chiriaco Umberto	24- 5-1902	Catanzaro	Trieste	Dott. comm.
57. Cioce Guido	26- 3-1923	Bari	Brindisi	Dott. comm.

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
58. Cipolletta Carmine	27- 5-1926	Avellino	Avellino	Dott. comm.
59. Coltellacci Giulio	29-11-1919	Tivoli	Roma	Non iscritto
60. Comba Oreste	24- 8-1909	Pinerolo	Pinerolo	Dott. comm.
61. Condò Paolo	28- 6-1913	Napoli	Napoli	Dott. comm.
62. Contaldo Alessandro	23- 2-1899	Racale	Bassano del Grappa	Ragioniere
63. Conti Dino	25- 5-1898	Sesto Fiorentino	Napoli	Non iscritto
64. Cordella Vincenzo Secondo	6- 7-1914	Foggia	Foggia	Dott. comm.
65. Corelli Cormons	12- 1-1916	Bologna	Bologna	Dott. comm.
66. Coronelli Angelo Luigi	5- 4-1897	Lodi	Milano	Non iscritto
67. Corradi Antonino	14- 7-1909	Palermo	Milano	Avvocato
68. Costa Francesco	4- 3-1912	Paterno	Roma	Avvocato
69. Crippa Guido	8- 7-1931	Bergamo	Bergamo	Ragioniere
70. D'Alfa Francesco	24- 6-1901	Palermo	Palermo	Dott. comm. e rag.
71. Damiani Michele	10- 5-1903	Trinitapoli	Roma	Dott. comm. e agron.
72. de Asmundis Armando	20- 9-1901	Napoli	Napoli	Dott. comm.
73. Della Flora Giuseppe	15- 7-1894	Piacenza	Genova Sampierdarena	Non iscritto
74. Del Pozzo Giovanni	30- 5-1903	Falconara Marittima	Roma	Dott. comm.
75. De Martini Antonio	30-10-1899	Milano	Milano	Non iscritto
76. De Rosa Manrico	6- 2-1903	Portoferraio	Genova	Non iscritto
77. Desidera Manlio	27- 4-1913	Roma	Roma	Non iscritto
78. Di Blasi Piero	14-11-1921	Milano	Milano	Procuratore legale
79. Di Gaetano Antonino	16- 5-1902	Roma	Genova	Non iscritto
80. Fabiani Attilio	31- 8-1903	Castelmadama	Roma	Dott. comm.
81. Ferace Francesco	22- 7-1896	Napoli	Napoli	Avvocato
82. Ferrante Cesare	12- 8-1929	Vicenza	Vicenza	Procuratore legale
83. Ferrarese Lino	23- 1-1915	Badia Polesine	Taranto	Ragioniere
84. Ferretti Domenico	25-10-1914	Camerino	Roma	Dott. comm.
85. Fontanazza Vittorio	28- 7-1914	Calascibetta	Roma	Dott. comm.
86. Forcella Giuseppe	29- 5-1916	Maschito	Milano	Dott. comm.
87. Frasca Odoardo	3- 3-1925	L'Aquila	Roma	Dott. comm.
88. Gabrielli Gabriele	7-12-1921	Bologna	Bologna	Dott. comm.
89. Gagliano Aldo	22- 2-1916	Firenze	Firenze	Dott. comm.
90. Gagliardi Eugenio	13- 2-1911	Falerna	Roma	Non iscritto
91. Gaia Antonio	8- 5-1920	Coriano	Rimini	Ragioniere
92. Galantini Piero	23- 3-1921	Sarzana	Sarzana	Ragioniere
93. Galimberti Carlo	18- 9-1901	Inverigo	Roma	Non iscritto
94. Galvano Aldo Franco	29- 3-1913	Torino	Casal Monferrato	Non iscritto
95. Gambini Ruggero	4- 6-1899	Cascina	La Spezia	Dott. comm.
96. Gargiulo Antonino	8-12-1920	Sorrento	Sorrento	Dott. comm.
97. Gazzo Antonio	23-11-1901	Genova	Genova	Non iscritto
98. Gentili Luigi	23- 8-1901	Roma	Alessandria	Non iscritto
99. Giocoli Nicola	7-11-1892	S. Arcangelo	Roma	Avvocato
100. Giocoli Vito Antonio	28- 4-1923	Roma	Roma	Avvocato
101. Giuliani Aldo	8- 3-1911	Mogliano	Roma	Ragioniere
102. Giuliano Aldo	7- 2-1913	Foggia	Milano	Dott. comm.
103. Giulietti Audace	6- 4-1922	Genova	Genova	Ragioniere
104. Goglio Giovanni	16- 8-1901	Isola di Fondra	S. Giovanni Bianco	Ragioniere
105. Goria Trieste	11- 7-1915	Rapallo	Rapallo	Dott. comm.
106. Grassi Paride	4-12-1908	Torremaggiore	Roma	Dott. comm.
107. Grasso Luigi	21- 9-1899	Borzoli-Genova	Genova	Dott. comm.
108. Grasso Pasquale	19-10-1917	Napoli	Napoli	Dott. comm.
109. Greco Antonio	4-10-1904	Cosenza	Cosenza	Ragioniere
110. Greco Silvio	13- 9-1917	Taranto	Milano	Dott. comm.
111. Guagnano Walter	11-10-1915	Torino	Torino	Non iscritto
112. Gualtoli Renato	10- 1-1916	Roma	Roma	Avvocato
113. Guatri Giuseppe	5- 1-1930	Trezzo sull'Adda	Milano	Dott. comm.

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
114. Iannuzzi Michele	4-10-1923	Fuscaldo	Roma	Dott. comm.
115. Irti Giuseppe	18- 3-1929	Viterbo	Roma	Dott. comm.
116. Lancia Ciro Giuseppe	19- 8-1906	Civitavecchia	Roma	Non iscritto
117. Landini Carlo Antonio	13- 6-1915	Gardone Val Trompia	Como	Dott. comm.
118. Lattes Camillo	15- 5-1912	Milano	Genova	Non iscritto
119. Lazzati Gaetano	20- 8-1915	Laveno Mombello	Milano	Dott. comm.
120. Leffi Ernesto	6- 4-1887	Torre Annunziata	Genova	Non iscritto
121. Lezza Antonio Maceo	20- 2-1909	Palo del Colle	Napoli	Dott. comm.
122. Lippi Enzo	17- 8-1917	Bologna	Bologna	Dott. comm.
123. Liuzzi Francesco	13- 6-1900	Taranto	Milano	Dott. comm.
124. Maia Vincenzo	22-11-1908	Mazara del Vallo	Roma	Dott. comm.
125. Maiocchi Rizieri	11-11-1903	Milano	Milano	Ragioniere
126. Mangia Luigi	3- 6-1919	Napoli	Napoli	Dott. comm.
127. Manna Raffaele	25-11-1902	Acerra	Napoli	Non iscritto
128. Marescalchi Tullio	5- 8-1909	Palmanova	Roma	Dott. comm.
129. Marsiglia Tommaso	3- 3-1910	Ortona	Genova	Dott. comm.
130. Mattone Francesco Alberto	11- 8-1915	S. Gennaro Vesuviano	Sassari	Dott. comm.
131. Mazzilli Girolamo	1- 6-1916	Isola della Scala	Verona	Ragioniere
132. Mazzuca Giuseppe Marco	18-10-1920	Albi	Roma	Dott. comm.
133. Merola Giovanni	18-10-1920	Sparanise	Sparanise	Dott. comm.
134. Migoni Enzo	3- 8-1917	Milano	Milano	Dott. comm.
135. Milia Attilio	4- 9-1887	Cagliari	Sassari	Non iscritto
136. Minca Gian Maria	10- 2-1905	Fiume	Roma	Non iscritto
137. Mirri Carlo	19-11-1909	Ravenna	Ravenna	Non iscritto
138. Modiano Giacobbe detto Giacomo	9- 2-1911	Salonicco	Bologna	Non iscritto
139. Molica Vincenzo	1- 1-1925	Messina	Messina	Dott. comm. e rag.
140. Mollica Giovanni	28- 4-1913	New York	Marsala	Dott. comm.
141. Mombelli Pietro Luigi	20- 3-1919	Sospiro	Milano	Non iscritto
142. Monini Colombo	20-11-1920	Falerone	Roma	Non iscritto
143. Montella Vittorio	13- 7-1896	Napoli	Napoli	Non iscritto
144. Monticelli Francesco Saverio	25 8-1920	Putignano	Napoli	Dott. comm.
145. Morelli Pietro	2- 5-1892	Ravenna	Vicenza	Non iscritto
146. Mottolese Carmine detto Antonio	16- 7-1909	Mafalda	Pescara	Dott. comm.
147. Muller Armando	5- 4-1897	Napoli	Salerno	Ragioniere
148. Murè Giuseppe	31- 8-1925	Ragusa	Roma	Dott. comm.
149. Negri Carlo Giovanni	19- 9-1915	Belgirate	Stresa	Dott. comm.
150. Nicatore Mario	20-10-1928	Novi Ligure	Lavagna	Ragioniere
151. Nicolosi Carmelo	5-10-1913	Catania	Catania	Dott. comm. e rag.
152. Ongaro Franco	23- 7-1917	Bergamo	Bergamo	Dott. comm.
153. Paggiarino Gaetano	11- 1-1929	Messina	Roma	Ragioniere
154. Paggiarino Raffaele	25-12-1893	Capua	Roma	Non iscritto
155. Palladini Italo	17-10-1914	Ventimiglia	Roma	Non iscritto
156. Panciera Domenico	27-10-1934	Palermo	Palermo	Ragioniere
157. Papalia Antonio	27- 6-1926	Napoli	Roma	Dott. comm.
158. Passino Giuseppe	12- 9-1903	Bosa	Sassari	Avvocato
159. Pastore Rosario	3- 9-1914	Cosenza	Napoli	Ragioniere
160. Pastrovich Mario	8- 1-1914	Roma	Torino	Non iscritto
161. Pendola Luigi	19-12-1904	Genova	Genova	Non iscritto
162. Pepe Michelangelo	24- 7-1922	Casagiove	Caserta	Dott. comm.
163. Perego Agostino	1- 3-1908	Milano	Milano	Avvocato
164. Perin Mario Cesare	2- 2-1897	Tarzo	Venezia	Non iscritto
165. Petillo Mario	7- 7-1913	Napoli	Firenze	Dott. comm.
166. Pigozzi Antonio	25- 6-1903	San Eufemia d'Aspromonte	Parma	Ragioniere
167. Piloto Gustavo	24- 9-1898	Cuneo	Milano	Dott. comm.
168. Pispisa Lorenzo	26- 3-1901	Messina	Pisa	Dott. comm.
169. Pizzioli Luporini Teofilo detto « Theo »	8- 7-1915	Milano	Milano	Dott. comm.
170. Pogliese Salvatore	27- 2-1908	Randazzo	Catania	Dott. comm.
171. Princivalli Romano	29- 9-1906	Trieste	Milano	Non iscritto

COGNOME E NOME	Data di nascita	Luogo di nascita	Residenza	Iscrizione albi professionali
172. Puglia Mauro	11- 5-1918	Vallo della Lucania	Padova	Dott. comm.
173. Racconi Angelo	4- 1-1902	Milano	Milano	Non iscritto
174. Rallo Fulvio	23- 1-1909	Marsala	Marsala	Ragioniere
175. Rambaldi Etelredo	9-11-1910	Lugo	Milano	Non iscritto
176. Ramenghi Giorgio	30- 8-1917	Bologna	Torino	Dott. comm.
177. Regazzi Giovanni	29- 5-1903	Roma	Milano	Non iscritto
178. Reggiori Francesco	18- 7-1923	Varese	Varese	Dott. comm.
179. Rispo Ruggero	4- 5-1930	Napoli	Napoli	Dott. comm.
180. Rizzo Michele	13- 6-1902	Napoli	Napoli	Dott. comm.
181. Rizzotti Antonino	8- 7-1901	Messina	Messina	Ragioniere
182. Roceo Giorgio	25-11-1931	Milano	Milano	Dott. comm.
183. Rocco Giuseppe	11- 1-1923	Chiari	Chiari	Ragioniere
184. Romanato Ugo	9- 1-1921	Pincara	Rovigo	Dott. comm.
185. Romei Luigi	5- 1-1912	Salerno	Roma	Non iscritto
186. Ronchi Giuseppe	19-11-1914	Milano	Milano	Avvocato
187. Rosasco Giacomo	10- 1-1908	Genova	Genova	Non iscritto
188. Rossi - Espagnet Gustavo	29- 4-1898	Viterbo	Roma	Dott. comm.
189. Rotondo Ottavio	20- 3-1924	Napoli	Napoli	Dott. comm.
190. Russo Giovanni detto «Gianni»	8- 6-1926	Nardò	Milano	Dott. comm.
191. Russo Vittorio Amedeo	24- 1-1900	Petralia Sottana	Milano	Dott. comm.
192. Ruzzi Italo	12- 9-1907	Sulmona	Milano	Ragioniere
193. Sabbadini Arrigo	9- 4-1909	Bologna	Bologna	Dott. comm.
194. Sala Alfredo	14- 7-1899	Milano	Milano	Dott. comm.
195. Salerno Antonio	2- 1-1913	Reggio Calabria	Torino	Avvocato
196. Salerno Leonida	13- 2-1910	Palermo	Palermo	Dott. comm.
197. Salvi Giovanni	31- 1-1913	Verbania	Milano	Dott. comm.
198. Sartori Pier Luigi	26-12-1904	Modena	Reggio Emilia	Dott. comm.
199. Schiapparelli Carlo	28- 2-1891	Torino	Milano	Non iscritto
200. Schimberni Mario	10- 3-1923	Roma	Roma	Dott. comm.
201. Segnan Vincenzo	24-11-1912	Fiume	Milano	Dott. comm.
202. Silvestri Salvatore	5- 7-1916	Torrita di Siena	Roma	Ragioniere
203. Simonetta Giuseppe Ernesto	4- 1-1895	Pizzo Calabro	Reggio Calabria	Ingegnere
204. Spallazzi Ettore	10-11-1890	Firenze	Roma	Non iscritto
205. Strazzera Michele	15- 2-1926	Trapani	Trapani	Non iscritto
206. Sussmann Eolo	14- 3-1903	Cascina	Roma	Dott. comm.
207. Taborri Danilo	8- 6-1930	Roma	Roma	Ragioniere
208. Tarozzi Dino	26-12-1910	Bologna	Roma	Non iscritto
209. Terni Ido	11-12-1902	Treviglio	Milano	Non iscritto
210. Tomasi Mario	30- 4-1904	Trento	Trento	Ragioniere
211. Tomba Antonio Domenico	16- 7-1904	Valdagno	Valdagno	Ragioniere
212. Toscano Antonio	18- 5-1914	Roma	Roma	Avvocato
213. Travaglini Ottavio	9- 5-1904	Messina	Messina	Ragioniere
214. Trevese Pietro	25-11-1913	Castelfranco Veneto	Milano	Dott. comm.
215. Trovati Angelo	14- 7-1914	Milano	Milano	Ragioniere
216. Turchetti Corrado	4- 9-1905	Matelica	Roma	Non iscritto
217. Verde Raffaele	23- 1-1910	Ponza	Roma	Dott. comm.
218. Visintini Luciano	1- 9-1919	Trieste	Palermo	Dott. comm.
219. Vitale Francesco	25-11-1916	Palermo	Milano	Dott. comm.
220. Zanini Giacomo	14- 8-1913	Montichiari	Brescia	Dott. comm.
221. Zimbaldi Alfredo	9- 4-1899	Verano Brianza	Milano	Dott. comm.

Roma, addì 25 marzo 1961

Il presidente della Commissione centrale
dott. Pietro PITTIRUTI

(2253)

DECRETO MINISTERIALE 19 aprile 1961.

Costituzione presso il Ministero del bilancio di una Commissione per lo studio della distribuzione del reddito nazionale italiano tra i diversi fattori della produzione.

IL MINISTRO PER IL BILANCIO

Considerata l'opportunità di eseguire una accurata ed obbiettiva indagine statistica sulla distribuzione del reddito nazionale tra i vari fattori della produzione, allo scopo specialmente di fornire al Parlamento ed al Governo dati attendibili circa gli effetti sociali dello sviluppo economico del Paese;

Decreta:

E' costituita, presso il Ministero del bilancio, una Commissione di studio con l'incarico di effettuare un rilievo statistico sulla distribuzione del reddito nazionale italiano tra i diversi fattori della produzione.

La Commissione è composta come segue:

Presidente:

Livi prof. Livio, preside della Facoltà di economia e commercio nell'Università di Roma.

Membri:

De Meo prof. Giuseppe, ordinario di statistica economica nell'Università di Roma;

Luzzatto Fegis prof. Pier Paolo, ordinario di statistica nell'Università di Trieste.

Segretario:

Bandettini prof. Pier Francesco, incaricato di statistica nell'Università di Firenze.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 19 aprile 1961

Il Ministro: PELLA

(2430)

DECRETO MINISTERIALE 15 aprile 1961.

Delimitazione, ai sensi dell'art. 1 della legge 21 luglio 1960, n. 739, di altre zone della provincia di Salerno, in aggiunta a quelle delimitate con decreto del 5 novembre 1960, nelle quali le aziende agricole hanno sofferto danni nelle strutture fondiarie e nelle scorte per effetto di eccezionali calamità naturali o di eccezionali avversità atmosferiche.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E FORESTE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 21 luglio 1960, n. 739, recante provvidenze per le zone agrarie danneggiate da calamità naturali e provvidenze per le imprese industriali;

Visto l'art. 1 della legge stessa, in base al quale le provvidenze in esso previste possono essere concesse a favore delle aziende agricole danneggiate nelle strutture fondiarie e nelle scorte (lettere *a, b, c*) da eccezionali calamità naturali o da eccezionali avversità atmosferiche ricadenti nelle zone che saranno delimitate dal Ministro per l'agricoltura e per le foreste di concerto con il Ministro per il tesoro;

Visto il precedente decreto 5 novembre 1960, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 281 del 17 novembre 1960;

Sentito l'Ispettorato provinciale dell'agricoltura di Salerno;

Decreta:

Per la provincia di Salerno si delimitano, a' termini dell'art. 1 della legge 21 luglio 1960, n. 739, le zone appresso indicate in aggiunta a quelle del citato decreto ministeriale 5 novembre 1960:

comune di Altavilla Silentina per le località Scanno, Falgato, Genzano, Scalareta, Campolongo, Malnome, Quercione, Barricella, Quercianoce, Celelle, Rimati, Dopolavoro;

comune di Albanella per le località Sorvella, San Cesario, Ionta, Matinelle;

comune di Teggiano per le località Vallecupa, Castagneto, Cedra, San Giovanni, Perillo, Prato, Salicone;

comune di Roccagloriosa per le località Chiarella, Difesa, Centaurino, San Leo, Filosa, Frassi, Ravezza, Tempa del Cucco, Monte Ruggio, Scudierò, San Paolo, Rosiello, Santa Venere, Viole, Santa Lucia, Monaci, Fontana Grande, Ricuso, Seminario, Acquavenna, San Martino, San Cataldo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 aprile 1961

Il Ministro per l'agricoltura e foreste
RUMOR

Il Ministro per il tesoro
TAVIANI

(2440)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Proroga della gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Avellino

Con decreto ministeriale 6 aprile 1961, la gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Avellino viene prorogata fino al 30 aprile 1962 e l'avv. Carlo Flammia è confermato nell'incarico di commissario governativo del Consorzio medesimo, con i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione assegnati dallo statuto agli ordinari organi amministrativi, e con carico di sottoporre alla preventiva approvazione del Ministero dell'agricoltura ogni eventuale atto di disposizione. Con il decreto medesimo viene, altresì, fatto obbligo al commissario governativo di provvedere, entro la scadenza del termine come sopra prorogato e nei modi previsti dalla legge, alla convocazione dell'assemblea dei soci per gli adempimenti di cui all'art. 2364 del Codice civile.

(2310)

Proroga della gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Salerno

Con decreto ministeriale 6 aprile 1961, la gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Salerno viene prorogata fino al 30 aprile 1962 ed il rag. Valsilo Tirinnanzi è confermato nell'incarico di commissario governativo dei Consorzio medesimo, con i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione assegnati dallo statuto agli ordinari organi amministrativi, e con carico di sottoporre alla preventiva approvazione del Ministero dell'agricoltura ogni eventuale atto di disposizione. Con il decreto medesimo viene, altresì, fatto obbligo al commissario governativo di provvedere, entro la scadenza del termine come sopra prorogato e nei modi previsti dalla legge, alla convocazione dell'assemblea dei soci per gli adempimenti di cui all'art. 2364 del Codice civile.

(2311)

Proroga della gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Pistoia

Con decreto ministeriale 6 aprile 1961, la gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Pistoia viene prorogata fino al 30 aprile 1962 ed il dott. Settimo Del Tozzotto è confermato nell'incarico di commissario governativo del Consorzio medesimo, con i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione assegnati dallo statuto agli ordinari organi amministrativi, e con carico di sottoporre alla preventiva approvazione del Ministero dell'agricoltura ogni eventuale atto di disposizione. Con il decreto medesimo viene, altresì, fatto obbligo al commissario governativo di provvedere, entro la scadenza del termine come sopra prorogato e nei modi previsti dalla legge, alla convocazione dell'assemblea dei soci per gli adempimenti di cui all'art. 2364 del Codice civile.

(2309)

Sclassificazione ed alienazione di suolo tratturale in comune di Corato

Con decreto ministeriale in data 16 febbraio 1961, numero 44295/14576, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione a Mastrorilli Ernesto, nato a Ruvo di Puglia il 7 gennaio 1890, della zona demaniale facente parte del tratturo « Barletta-Grumo », tronco di Trani e Corato, estesa mq. 2.755 riportata in catasto alla particella n. 110/*f* del foglio di mappa n. 19 del comune di Corato, e nella planimetria tratturale con il n. 385.

(2419)

Sclassificazione ed alienazione di suoli tratturali in comune di San Severo

Con decreto ministeriale in data 22 febbraio 1961, numero 46538/14981, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione a Morelli Maria-Vincenza, nata a San Severo il 21 maggio 1900, delle zone demaniali facenti parte del Braccio « Nunziatella-Stignano », in San Severo, estese complessivamente mq. 735 riportate in catasto alle particelle numeri 62/*a f* e 62/*a g* del foglio di mappa n. 45 del comune di San Severo nonchè nella planimetria tratturale con i numeri 426 e 427.

Con decreto ministeriale in data 16 febbraio 1961, numero 45287/14569, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione a D'Onofrio Michele, nato a San Severo il 14 agosto 1904, delle zone demaniali facenti parte del Braccio « Nunziatella-Stignano », in San Severo, estese complessivamente mq. 966 riportate in catasto alle particelle numeri 22 parte e 154 del foglio di mappa n. 19 del comune di San Severo e nella planimetria tratturale con i numeri 10 e 14.

Con decreto ministeriale in data 16 febbraio 1961, numero 45289/14571, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione a Salcone Michele, nato a San Severo il 9 febbraio 1907, delle zone demaniali facenti parte del Braccio « Nunziatella-Stignano », in San Severo, estese complessivamente mq. 871 riportate in catasto nella maggiore superficie della particella n. 26 ed alla particella n. 160, del foglio di mappa n. 19 del comune di San Severo, e nella planimetria tratturale con i numeri 26 e 27.

(2418)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 95

Corso dei cambi del 24 aprile 1961 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	623,63	620,60	620,60	620,65	620,60	620,60	620,65	620,70	120,61	620,62
$ Can.	627,65	628 —	627,50	627,75	627,40	627,50	627,625	627,60	627,50	627,75
Fr. Sv.	143,46	143,66	143,54	143,56	143,50	143,45	143,55	143,45	143,41	143,45
Kr D.	89,78	89,70	89,75	89,73	89,85	89,70	89,75	89,75	89,71	89,70
Kr. N	86,83	86,75	86,75	86,78	86,85	86,75	86,75	86,80	86,76	86,76
Kr. Sv.	120,15	120,15	120,15	120,15	120,10	120,15	120,17	120,16	120,15	120,15
Fol.	172,71	172,70	172,75	172,75	172,70	172,75	172,74	172,75	172,78	172,75
Fr. B.	12,40	12,395	12,4025	12,398	12,4025	12,40	12,3975	12,40	12,39	12,39
Fr. Fr. (N.F.)	126,67	126,20	126,40	126,53	125,90	126,60	126,45	126,65	126,64	126,40
Lst.	1736,45	1735,25	1735,10	1735,70	1735,25	1734,80	1736 —	1734,90	1734,80	1735,50
Dm. occ.	156,33	156,30	156,33	156,3475	156,30	156,35	156,33	156,35	156,33	156,33
Scell. Austr.	23,81	23,795	23,81	23,8075	23,80	23,80	23,8075	23,80	23,80	23,80
Escudo Port.	21,69	21,68	21,68	21,685	21,75	21,65	21,66	21,68	21,68	21,68

Media dei titoli del 24 aprile 1961

Rendita 3,50 % 1906	81,55
Id. 3,50 % 1902	79,30
Id. 5 % 1935	108,875
Redimibile 3,50 % 1934	99,725
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	88,25
Id. 5 % (Ricostruzione)	100,675
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,675
Id. 5 % 1936	102,025
Id. 5 % (Città di Trieste)	99,65
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,625

Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1962)	102,325
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	102,45
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	102,675
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	102,80
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	103 —
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	103,20
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	103,525
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	102,775

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 24 aprile 1961

1 Dollaro USA	620,65
1 Dollaro canadese	627,687
1 Franco svizzero	143,555
1 Corona danese	89,74
1 Corona norvegese	86,765
1 Corona svedese	120,16
1 Fiorino olandese	172,745
1 Franco belga	12,398
1 Franco nuovo (N.F.)	126,49
1 Lira sterlina	1735,85
1 Marco germanico	156,339
1 Scellino austriaco	23,80
1 Escudo Port.	21,672

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione di interessi relativi ad indennità per terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Opera per la valorizzazione della Sila

Gli interessi di cui all'art. 6 della legge 15 marzo 1956, n. 156, relativi all'indennità corrisposta per i terreni siti in agro del comune di Rossano (Cosenza) espropriati in forza del decreto presidenziale 12 agosto 1951, n. 858 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 211 del 14 settembre 1951 - supplemento ordinario n. 1) nei confronti della ditta MARTUCCI Fabio fu Giuseppe, e trasferiti all'Opera per la valorizzazione della Sila, sono determinati in L. 228.296 (lire duecentoventottomiladuecentonovantasei).

I seguenti dati catastali, esposti nel sopracitato decreto presidenziale di espropriazione, vengono rettificati come appresso, ai sensi dell'art. 5, comma primo, della citata legge n. 156:

Errata:

Foglio 45, particella 42, seminativo, classe —, Ha. 7.75.10, reddito dominicale L. —;

Foglio 45, particella 41, pascolo arborato, classe —, Ha. 0.52.00, reddito dominicale L. —;

Foglio 45, particella 46, seminativo, classe —, Ha. 3.44.00, reddito dominicale L. —;

Foglio 45, particella 45, seminativo, classe —, Ha. 12.28.00, reddito dominicale L. —;

1° corpo, totali, superficie Ha. 11.71.10, reddito dominicale L. —.

Totale generale superficie Ha. 23.99.10.

Corrige:

Foglio 51, particella 42, seminativo IV, Ha. 7.79.50, reddito dominicale L. 584,62;

Foglio 51, particella 41, seminativo IV, Ha. 0.50.50, reddito dominicale L. 37,87;

Foglio 51, particella 46, seminativo IV, Ha. 3.46.70, reddito dominicale L. 260,02;

Foglio 51, particella 45, seminativo IV, Ha. 12.25.10, reddito dominicale L. 918,82;

1° corpo, totali, superficie Ha. 11.76.70, reddito dominicale L. 882,51.

Totale generale superficie Ha. 24.01.80.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento, previsto dal comma terzo del citato art. 5, da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(2243)

Determinazione di interessi relativi ad indennità liquidate per terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Ente Maremma tosco-laziale

Con decreto ministeriale 18 gennaio 1961, n. 6247/4151, registrato alla Corte dei conti in data 25 febbraio 1961, registro n. 8 Agricoltura, foglio n. 24, è stato determinato in L. 1.661.864 (lire unmilioneseicentosessantunomilaottocentosessantaquattro) l'ammontare degli interessi relativi alla indennità liquidata con decreto ministeriale 20 novembre 1957, pubblicato per estratto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 30 del 4 febbraio 1958, per i terreni espropriati in agro del comune di Viterbo (Viterbo) in forza del decreto presidenziale 14 maggio 1952, n. 596 (*Gazzetta Ufficiale* n. 137 del 16 giugno 1952, supplemento ordinario) al nome della ditta FRIGO Anna di Angelo e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale e del territorio del Fucino.

I predetti interessi vengono corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, del complessivo valore nominale di L. 1.660.000 (lire unmilioneseicentosessantamila), arrotondato ai sensi dell'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70, richiamata dall'art. 6, ultimo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso la Banca Nazionale del Lavoro, sede di Roma, e saranno svincolati dal competente Tribunale, a norma del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

Con decreto ministeriale 18 gennaio 1961, n. 6248/4152, registrato alla Corte dei conti in data 25 febbraio 1961, registro n. 8 Agricoltura, foglio n. 25, è stato determinato in L. 2.737.446 (lire duemilionisettecentotrentasettemilaquattrocentoquarantasei) l'ammontare degli interessi relativi alla indennità liquidata con decreto ministeriale 9 marzo 1957, pubblicato per estratto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 141 del 5 giugno 1957, per i terreni espropriati in agro del comune di Viterbo (Viterbo) in forza del decreto presidenziale 27 maggio 1952, n. 830 (*Gazzetta Ufficiale* n. 163 del 16 luglio 1952, supplemento ordinario) al nome della ditta FRIGO Giusto di Angelo e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale e del territorio del Fucino.

I predetti interessi vengono corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, del complessivo valore nominale di L. 2.735.000 (lire duemilionisettecentotrentacinquemila), arrotondato ai sensi dell'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70, richiamata dall'art. 6, ultimo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso la Banca Nazionale del Lavoro, sede di Roma, e saranno svincolati dal competente Tribunale, a norma del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

(2271)

MINISTERO DELLE FINANZE

ISPETTORATO GENERALE PER IL LOTTO E LE LOTTERIE

Bollettino ufficiale della « Lotteria di Agnano »

(Manifestazione 9 aprile 1961)

Biglietti vincenti a seguito dell'estrazione avvenuta a Napoli il 9 aprile 1961 e dell'esito del « Gran Premio della Lotteria » svoltosi nell'Ippodromo di Agnano, al quale i biglietti vincenti sono stati abbinati.

A) Primi premi: biglietti venduti estratti, abbinati ai nomi dei tre cavalli classificati nell'ordine primo, secondo e terzo nel « Gran Premio della Lotteria » svoltosi il 9 aprile 1961 nell'Ippodromo di Agnano, aventi diritto al premio a fianco di ogni biglietto qui sotto indicato:

1) Biglietto serie Q n. 98439:
L. 100.000.000 abbinato al cavallo Kracovie.

2) Biglietto serie L n. 88008:
L. 50.000.000 abbinato al cavallo Tornese.

3) Biglietto serie A n. 17230:
L. 10.000.000 abbinato al cavallo Quick Song.

B) Premi abbinati agli altri cavalli iscritti alla corsa « Gran Premio della Lotteria » aventi diritto ciascuno al premio di L. 1.000.000:

1) Bigl. serie	A	n.	06151	10) Bigl. serie	M	n.	48701
2) »	C	»	46827	11) » »	M	»	84476
3) » »	E	»	65221	12) » »	N	»	50825
4) » »	G	»	32522	13) » »	N	»	83365
5) » »	G	»	34989	14) » »	O	»	61028
6) » »	G	»	75989	15) » »	O	»	97598
7) » »	G	»	93624	16) » »	P	»	98091
8) » »	I	»	07349	17) » »	Q	»	05291
9) » »	L	»	36472	18) » »	S	»	64780

C) Premi ai rivenditori:

1) al venditore del biglietto serie Q n. 98439, vincente il primo premio . L. 1.000.000

2) al venditore del biglietto serie L n. 88008: vincente il secondo premio » 500.000

3) al venditore del biglietto serie A n. 17230: vincente il terzo premio . » 100.000

Ai venditori dei diciotto biglietti vincenti i premi di abbinamento L. 25.000 ciascuno.

(2407)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina del presidente e del vice presidente dei Monti uniti di credito su pegno di Foggia « Domenico Siniscalco-Ceci », di 2ª categoria, con sede in Foggia.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;
Visti la legge 10 maggio 1938, n. 745 ed il regio decreto 25 maggio 1939, n. 1279;
Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;
Visti i propri provvedimenti in data 1º aprile 1957 e 27 dicembre 1958, con i quali i signori avv. Berardino Pedone e cav. rag. Giuseppe Di Dedda vennero nominati, rispettivamente, presidente e vice presidente dei Monti uniti di credito su pegno di Foggia « Domenico Siniscalco-Ceci », di 2ª categoria, con sede in Foggia;

Dispone:

L'avv. Berardino Pedone ed il cav. rag. Giuseppe Di Dedda sono confermati, rispettivamente, presidente e vice presidente dei Monti uniti di credito su pegno di Foggia « Domenico Siniscalco-Ceci », di 2ª categoria, con sede in Foggia.
I predetti nominativi dureranno in carica per il periodo previsto dallo statuto aziendale.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 7 aprile 1961

Il Governatore: CARLI

(2217)

Sostituzione del commissario liquidatore della Cassa rurale ed artigiana di Capaci (Palermo)

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;
Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 27 giugno 1952, n. 1133, sulle norme di attuazione dello Statuto siciliano in materia di credito e risparmio;
Visto il decreto del Capo del Governo in data 31 marzo 1939, che revoca l'autorizzazione all'esercizio del credito alla Cassa rurale ed artigiana di Capaci (Palermo) e pone la stessa in liquidazione secondo le norme di che al titolo VII, capo 3º del su menzionato regio decreto-legge n. 375;
Visto il proprio provvedimento in data 16 luglio 1957, col quale l'avv. Francesco Romano è stato nominato commissario liquidatore della predetta Cassa;
Considerato che il predetto commissario ha declinato l'incarico e che occorre far luogo alla di lui sostituzione;

Dispone:

L'avv. Arturo Morreale, nato ad Agrigento il 23 aprile 1898, è nominato commissario liquidatore della Cassa rurale ed artigiana di Capaci (Palermo) con i poteri e le attribuzioni contemplati dalle norme sulla liquidazione coatta indicate nelle premesse, in sostituzione dell'avv. Francesco Romano.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 7 aprile 1961

Il Governatore: CARLI

(2218)

Sostituzione del commissario liquidatore del Monte di credito su pegno di Grotte (Agrigento)

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;
Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 27 giugno 1952, n. 1133, sulle norme di attuazione dello Statuto siciliano in materia di credito e risparmio;
Visto il decreto del Presidente della Regione siciliana in data 5 luglio 1957 che revoca l'autorizzazione all'esercizio del credito al Monte di credito su pegno di Grotte (Agrigento) e pone lo stesso in liquidazione secondo le norme di cui al titolo VII, capo 3º del su citato regio decreto-legge n. 375;
Visto il proprio provvedimento in data 14 dicembre 1957, relativo alla nomina del dott. Giuseppe Costanza Scinta a commissario liquidatore del predetto Monte;
Considerato che il cennato commissario ha declinato l'incarico e che occorre pertanto provvedere alla di lui sostituzione;

Dispone:

L'avv. Filippo Pellitteri, nato a Casteltermini (Agrigento) il 4 novembre 1926, è nominato commissario liquidatore del Monte di credito su pegno di Grotte (Agrigento) con i poteri e le attribuzioni contemplati dalle norme sulla liquidazione coatta indicate nelle premesse, in sostituzione del dott. Giuseppe Costanza Scinta.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 7 aprile 1961

Il Governatore: CARLI

(2221)

Sostituzione del commissario liquidatore della Cassa rurale di prestiti « San Giuseppe » di Campofelice Fitalia (Palermo).

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;
Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 27 giugno 1952, n. 1133, sulle norme di attuazione dello Statuto siciliano in materia di credito e risparmio;
Visto il decreto del Capo del Governo in data 12 luglio 1943, che revoca l'autorizzazione all'esercizio del credito alla Cassa rurale di prestiti « San Giuseppe » di Campofelice Fitalia (Palermo) e pone la stessa in liquidazione secondo le norme di che al titolo VII, capo 3º del su menzionato regio decreto-legge n. 375;
Visto il proprio provvedimento in data 16 luglio 1957, col quale l'avv. Francesco Romano è stato nominato commissario liquidatore della predetta Cassa;
Considerato che il predetto commissario ha declinato l'incarico e che occorre pertanto far luogo alla di lui sostituzione;

Dispone:

L'avv. Arturo Morreale, nato ad Agrigento il 23 aprile 1898, è nominato commissario liquidatore della Cassa rurale di prestiti « San Giuseppe » di Campofelice Fitalia (Palermo) con i poteri e le attribuzioni contemplati dalle norme sulla liquidazione coatta indicate nelle premesse, in sostituzione dell'avv Francesco Romano.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 7 aprile 1961

Il Governatore: CARLI

(2222)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Concorso per esami a sei posti di aiuto assistente in prova nel ruolo della carriera esecutiva del Corpo delle miniere

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, riguardante il testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato:

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, riguardante le norme di esecuzione del predetto testo unico;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, e la legge 18 marzo 1958, n. 228, recanti nuove norme sulle documentazioni amministrative e sulla legalizzazione di firme;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 gennaio 1958, n. 413, concernente le norme per il riordinamento dei ruoli organici del Corpo delle miniere;

Ritenuta la necessità di bandire un concorso per esami a sei posti di aiuto assistente in prova nel ruolo della carriera esecutiva del Corpo delle miniere;

Decreta:

Art. 1.

Posti a concorso

E' indetto un concorso per esami a sei posti di aiuto assistente in prova nella carriera esecutiva del Corpo delle miniere.

Art. 2.

Requisiti per l'ammissione

Per l'ammissione al concorso gli aspiranti debbono possedere i seguenti requisiti:

A) diploma di:

licenza di scuola media inferiore o di scuola secondaria di avviamento professionale.

Sono altresì validi i seguenti titoli di studio conseguiti a termini dei precedenti ordinamenti scolastici, purchè abbiano valore legale:

ammissione al liceo scientifico, al corso superiore dell'istituto tecnico, dell'istituto magistrale o alla 4ª ginnasiale; licenza tecnica o complementare;

licenza di scuola professionale femminile;

licenza di scuola di avviamento al lavoro.

Non sono ammesi titoli di studio equipollenti;

B) cittadinanza italiana;

C) godimento dei diritti politici;

D) buona condotta morale e civile;

E) idoneità fisica all'impiego;

F) età non inferiore ai 18 e non superiore ai 32 anni.

L'indicato limite superiore di età è elevato:

1) *a*) di due anni per gli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso di cui al presente decreto;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima;

2) a 37 anni:

c) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle forze armte dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni di guerra 1940-43 o della guerra di liberazione;

d) per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943;

e) per i cittadini aventi il loro domicilio in territorio di confine che, in conseguenza di avvenimenti di carattere bellico o politico, siano stati costretti ad allontanarsi e non possano farvi ritorno;

f) per i profughi dell'Africa italiana di cui al decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, ed alla legge 4 marzo 1952, n. 137;

g) per gli alto-atesini e per le persone residenti prima del 1° gennaio 1940 nelle zone mistilingue di Cortina D'Ampezzo e di Tarvisio o nei comuni di Sant'Orsola e Luserna, i quali durante la seconda guerra mondiale hanno prestato servizio nelle forze armate tedesche o nelle formazioni armate da esse organizzate, quando abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e semprechè non abbiano partecipato ad azioni, anche insolale, di terrorismo o di sevizie;

h) per coloro che appartengono alle altre categorie assimilate ai combattenti, in base alle vigenti disposizioni.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportate condanne per reati commessi durante il servizio militare;

3) a 39 anni:

i) per i combattenti ed assimilati di cui alle lettere da *c*) ad *h*) del presente articolo, decorati al valor militare o promossi per merito di guerra;

l) per i capi di famiglie numerose ai sensi della legge 20 marzo 1940, n. 233, e del decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267, costituite da almeno sette figli viventi compresi tra essi anche i figli caduti in guerra.

Le elevazioni di cui ai commi precedenti si cumulano tra loro purchè complessivamente non si superino i quaranta anni di età;

4) a 40 anni, ritenendosi però assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante:

m) per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale; per i concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite di età, il periodo intercorso fra il 5 settembre 1938 ed il 9 agosto 1944 di cui all'art. 5 del regio decreto-legge 20 gennaio 1944 n. 25, fermo restando per i detti concorrenti il limite massimo di anni quaranta;

n) per gli assistenti ordinari delle Università o degli Istituti di istruzione universitaria, cessati dal servizio per ragioni di carattere non disciplinare, il limite di età è aumentato, ai termini dell'art. 17 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1172, ratificato con modificazioni, con l'art. 1 della legge 24 giugno 1950, n. 465, di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistente; e nei confronti degli assistenti straordinari, volontari od incaricati, sia in attività che cessati per ragioni di carattere non disciplinare, di un periodo pari alla metà del servizio prestato presso l'Università od Istituti di istruzione universitaria, purchè complessivamente non si superino i quarant'anni;

5) a 45 anni, ritenendosi parimenti assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante:

o) per i mutilati ed invalidi di guerra, per i mutilati ed invalidi per la lotta di liberazione, per i mutilati ed invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra, per i mutilati ed invalidi per servizio, per i mutilati ed invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, per i mutilati ed invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato per eventi verificatisi fino al 31 dicembre 1954, per i mutilati ed invalidi in occasione dei fatti di Trieste di cui alla legge 9 agosto 1954, n. 654, nonchè per i mutilati ed invalidi di guerra alto-atesini e loro congiunti in caso di morte o di irreperibilità per causa di servizio di guerra o attinente alla guerra, purchè rientrino nelle prime otto categorie, ovvero nelle voci da quattro a dieci della tabella *B* annessa alla legge 19 agosto 1950, n. 648;

p) per il personale licenziato dagli enti soppressi di cui alla legge 4 dicembre 1956, n. 1404.

Si prescinde dal limite massimo di età:

q) per il personale civile di ruolo e per il personale civile collocato nei ruoli aggiunti, in servizio nell'Amministrazione statale;

r) per i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, abbiano cessato dal servizio a domanda o anche di autorità, e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili.

I candidati che intendono beneficiare delle citate disposizioni dovranno farne espressa menzione nella domanda di ammissione al concorso.

I suddetti requisiti debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso.

Non possono essere ammessi al concorso, a norma dello art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico e coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica Amministrazione, nonchè coloro che, ai sensi dell'art. 128 secondo comma del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 3, siano stati dichiarati decaduti da un precedente impiego per aver prodotto, ai fini del conseguimento dell'impiego stesso, documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile.

L'esclusione dai concorso, per difetto dei requisiti prescritti, è disposta con decreto motivato del Ministro.

Art. 3.

Domanda di ammissione - Termini e modalità

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 200 (vedi schema esemplificativo allegato *A*), debbono pervenire al Ministero dell'industria e del commercio (Direzione generale degli affari generali - Ispettorato generale del personale - Divisione personale miniere, via Molise, 2, Roma) non oltre il termine di trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal bollo a data apposto dal Ministero.

Non sono ammessi al concorso quei candidati le cui domande risultino pervenute al Ministero dopo il suddetto termine anche se presentate in tempo utile agli uffici postali o ad altro ufficio.

La firma apposta in calce alla domanda deve essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

Nella domanda di ammissione i candidati debbono dichiarare sotto pena di esclusione dal concorso:

a) il cognome e nome;

b) il luogo e data di nascita, indicando, se abbiano superato alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda il 32° anno di età, i titoli che danno diritto alla elevazione di detto limite massimo di età;

c) l'indirizzo attuale; i concorrenti hanno l'obbligo di comunicare al Ministero dell'industria e del commercio (Direzione generale degli affari generali - Ispettorato generale del personale - Divisione personale miniere, Roma, via Molise, 2) gli eventuali cambiamenti del loro recapito.

L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità nel caso di irreperibilità del destinatario;

d) il possesso della cittadinanza italiana;

e) il Comune ove sono iscritti nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

f) che nulla risulta a loro carico sul certificato generale del casellario giudiziale indicando, quando nel caso, le condanne penali eventualmente riportate;

g) il titolo di studio;

h) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

i) i servizi prestati come impiegati presso pubbliche Amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego;

l) di essere disposti, in caso di nomina, a raggiungere qualsiasi destinazione.

Art. 4.

Titoli che danno diritto a particolari benefici: precedenza o preferenza nella nomina ed elevazione dei limiti massimi di età.

Coloro che abbiano superato la prova orale e pratica ne avranno comunicazione diretta e dovranno far pervenire al Ministero dell'industria e del commercio (Direzione generale degli affari generali - Ispettorato generale del personale - Divisione personale miniere, Roma, via Molise, 2) entro e non oltre il termine perentorio di venti giorni, i documenti comprovanti eventuali titoli di precedenza e di preferenza agli effetti della nomina al posto cui aspirano.

Il termine di venti giorni decorre dalla data dell'avvenuto ricevimento della comunicazione che sarà trasmessa in duplice esemplare: gli interessati dovranno restituire subito al Ministero una delle copie, dopo avervi apposto in calce la data di ricezione e la propria firma.

Saranno considerati privi di efficacia, ai fini della formazione della graduatoria, i documenti che saranno presentati o perverranno dopo il termine suddetto.

A tal fine ed agli effetti dell'eventuale elevazione del limite superiore di età di cui al precedente art. 2, i candidati dovranno ottemperare a quanto segue:

a) agli ex combattenti della guerra 1915-18 dovranno presentare la dichiarazione integrativa di cui alla circolare n. 588 del 1922 del giornale militare ufficiale, su carta da bollo da L. 100.

Coloro invece che furono imbarcati su navi mercantili, in sostituzione del servizio militare durante la guerra 1915-18, proveranno tale circostanza mediante esibizione di apposito certificato da rilasciarsi su carta da bollo da L. 100, dalle autorità marittime competenti;

b) gli ex legionari fiumani dovranno produrre il foglio di congedo dell'ex governo provvisorio di Fiume e la dichiarazione di aver appartenuto alla ex milizia fiumana; tali documenti dovranno essere rilasciati dall'ufficio stralcio della ex milizia fiumana, su carta da bollo da L. 100;

c) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi nelle colonie dell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, dovranno presentare la dichiarazione integrativa da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427 del giornale militare ufficiale del 1937, su carta da bollo da L. 100;

d) gli ex combattenti della guerra 1940-43, della guerra di liberazione o della lotta di liberazione di cui ai decreti legislativi 4 marzo 1948, n. 137 e 19 marzo 1948, n. 241, ed alla legge 23 febbraio 1952, n. 93, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa provvista di marche da bollo da L. 100, di cui alla circolare n. 5000 del 1° gennaio 1953 dello Stato Maggiore dell'Esercito, o quella di cui alla circolare 27200 del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina, ovvero quella di cui alla circolare n. 202860 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica.

In luogo della dichiarazione integrativa di cui alla citata circolare n. 5000 dello Stato Maggiore dell'Esercito i partigiani combattenti riconosciuti ai sensi del decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, e coloro che abbiano partecipato ad operazioni della guerra di liberazione nelle formazioni non regolari di cui al decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241, potranno presentare rispettivamente, la dichiarazione loro rilasciata dalle competenti Commissioni locali o dalla apposita Commissione costituita presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri.

I militari o militarizzati prigionieri delle Nazioni Unite dovranno presentare la notificazione che dovrà essere rilasciata dal competente distretto militare;

e) i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione, su carta da bollo da L. 100, rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio il candidato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8, del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

f) i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, e dalla Somalia, che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 2 della legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno esibire la attestazione, su carta da bollo da L. 100, prevista dall'art. 5 del decreto del Ministro ad interim per l'Africa italiana 10 giugno 1948, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 141 del 19 giugno 1948 ed ai fini dell'applicazione dei benefici di cui alla legge 27 febbraio 1958, n. 130, un certificato su carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'Ispettorato del lavoro, da cui risulti lo stato di disoccupazione;

g) i profughi dai territori di confine che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, nonchè i profughi dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi dai territori esteri ed i profughi da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 2 della legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare un'attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza, in carta da bollo da L. 100, in conformità al modello previsto dall'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117, ed ai fini dell'applicazione dei benefici di cui alla legge 27 febbraio 1958, n. 130, dovranno presentare un certificato, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'Ispettorato del lavoro da cui risulti lo stato di disoccupazione;

h) i profughi dai territori ceduti allo Stato Jugoslavo con il trattato di pace e dalla zona B del territorio di Trieste di cui all'art. 1 della legge 27 febbraio 1958, n. 130, dovranno presentare, ai fini dei benefici previsti dall'art. 1 della legge stessa, un certificato su carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'Opera per l'assistenza ai profughi giuliani e dalmati, attestante il riconoscimento della qualifica di profugo e lo stato di disoccupazione;

i) gli alto-atesini, di cui alla lettera *g*) dell'art. 2, dovranno presentare i documenti di rito;

l) i decorati di medaglia al valore militare o di croce di guerra, i feriti di guerra e i promossi per merito di guerra o gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autentica notarile del relativo brevetto e del documento di concessione;

m) i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole dovranno presentare un certificato di stato di famiglia, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune ove il candidato ha il proprio domicilio.

I capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dal documento stesso, ai fini dell'applicazione dei benefici previsti a loro favore dalle vigenti disposizioni, che la famiglia è costituita da almeno sette figli viventi, computando tra essi anche i figli eventualmente caduti in guerra;

n) coloro che abbiano riportato sanzioni penali o di polizia per comportamento contrario al regime fascista, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale, dovrano produrre copia della sentenza emessa a loro carico o attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza, su carta da bollo da L. 100;

o) i candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali presenteranno un certificato in carta legale della competente autorità israelitica;

p) i mutilati e gli invalidi di guerra di cui alla lettera *o*) del precedente art. 2, dovranno produrre un documento comprovante il godimento della pensione o il titolo a conseguirla indicato dagli articoli 4 e 5 del decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1952, n. 1176, oppure una dichiarazione di invalidità, in carta libera, rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra nella quale dovranno essere indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido.

I mutilati e gli invalidi per servizio dovrano produrre il decreto di concessione della relativa pensione od il certificato modello 69-*ter*, rilasciato dall'Amministrazione al servizio della quale l'interessato ha contratto l'invalidità;

q) gli orfani dei caduti nella guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o nella guerra 1940-43 o nella guerra di liberazione o nella lotta di liberazione, ovvero dei caduti civili per fatti di guerra o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, gli orfani dei caduti in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, relativamente al territorio della Somalia dalla data dell'occupazione militare fino e non oltre il 31 marzo 1950 e relativamente al territorio della Libia dalla data dell'occupazione militare fino e non oltre il 23 dicembre 1951, gli orfani dei caduti per azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato, gli orfani dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra e gli orfani dei caduti in occasione dei fatti di Trieste di cui alla legge 9 agosto 1954, n. 654, nonchè gli orfani dei deceduti per cause di servizio di guerra o attinenti alla guerra prestato nelle forze armate della sedicente repubblica sociale italiana, nonchè gli orfani di guerra alto-atesini di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, dovranno presentare un certificato, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza degli orfani di guerra.

Gli orfani dei caduti per servizio dovranno presentare il modello 69-*ter*, su carta da bollo da L. 100, rilasciato al nome del padre del candidato dall'Amministrazione alle dipendenze della quale l'impiegato è deceduto a causa di servizio;

r) i figli dei mutilati ed invalidi di cui al precedente art. 2 lettera *o*), dovranno produrre un certificato mod. 69 rilasciato, su carta da bollo da L. 100, dalla Direzione generale delle pensioni di guerra al nome del padre del candidato oppure un certificato, su carta da bollo da L. 100, del sindaco del Comune di residenza, sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile.

I figli dei mutilati e degli invalidi per servizio dovranno produrre il modello 69-*ter*, su carta da bollo da L. 100, rilasciato al nome del padre del candidato dall'Amministrazione al servizio della quale l'impiegato ha contratto l'invalidità, in relazione alla tabella *B* annessa alla legge 10 agosto 1950, n. 648;

s) gli assistenti ordinari di università o di istituti di istruzione universitaria cessati dal servizio per motivi non disciplinari, gli assistenti straordinari, volontari ed incaricati, sia in attività che cessati dal servizio per motivi di carattere non disciplinare, dovranno presentare un certificato del rettore dell'Università o del capo dell'Istituto di istruzione universitaria attestante la qualifica rivestita e, rispettivamente, il periodo di appartenenza nei ruoli per gli assistenti ordinari o il periodo di servizio prestato presso la Università od Istituto di istruzione universitaria per gli assistenti straordinari. Per tutti coloro che siano cessati dal servizio il certificato indicherà i motivi della cessazione;

t) i concorrenti già appartenenti agli Enti soppressi di cui alla legge 4 dicembre 1956, n. 1404, dovranno produrre un certificato, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'Ufficio liquidazioni presso il Ministero del tesoro, da cui risulti la data della cessazione del rapporto d'impiego;

u) le madri, le vedove non rimaritate e le sorelle (vedove o nubili) dei caduti in guerra o per fatto di guerra o per servizio nonchè le madri, le mogli e le sorelle vedove o nubili di cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, dovranno esibire un certificato su carta bollata da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza;

v) i dipendenti statali che hanno frequentato con esito favorevole i corsi di preparazione o di integrazione previsti dell'art. 150 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, dovrano produrre un certificato, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'Amministrazione competente, contenente la votazione riportata:

w) i candidati che siano dipendenti statali di ruolo, dei ruoli aggiunti o dei ruoli speciali transitori dovranno produrre copia integrale dello stato matricolare con l'indicazione delle note di qualifica o giudizi complessivi riportati, rilasciata dalla competente Amministrazione, il cui primo foglio dovrà essere munito di marche da bollo da L. 200 ed ogni foglio aggiunto di marche da bollo da L. 200, oltre una attestazione della Amministrazione da cui detti candidati dipendono, su carta da bollo da L. 100, dalla quale risulti se siano stati o meno sottoposti a procedimento penale o disciplinare;

x) i concorrenti che siano dipendenti non di ruolo dell'Amministrazione statale dovranno produrre un certificato, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'Amministrazione da cui dipendono, dal quale risultino gli estremi del provvedimento di assunzione in servizio non di ruolo, nonchè la data di inizio del servizio stesso e le qualifiche riportate oltre una attestazione dell'Amministrazione da cui detti candidati dipendono, su carta da bollo da L. 100, dalla quale risulti se siano stati o meno sottoposti a procedimento penale e disciplinare.

Art. 5.

Documenti di rito che devono produrre i candidati dichiarati vincitori

La graduatoria è approvata con decreto ministeriale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego. A tal fine i concorrenti dichiarati vincitori del concorso, saranno invitati a far pervenire al Ministero dell'industria e del commercio (Direzione generale degli affari generali - Ispettorato generale del personale, Divisione personale miniere - Roma, via Molise, 2) entro e non oltre il termine perentorio di trenta giorni, a pena di decadenza, i seguenti documenti.

Il termine di trenta giorni decorre dalla data dell'avvenuto ricevimento della comunicazione che sarà trasmessa in duplice esemplare; gli interessati dovranno restituire subito al Ministero una delle copie, dopo avervi apposto in calce la data di ricezione e la propria firma:

1) estratto (non è ammesso il certificato) dell'atto di nascita, redatto su carta da bollo da L. 100. Tale documento dovrà essere rilasciato dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine se il candidato è nato nel territorio della Repubblica ovvero, se nato all'estero, sia già avvenuta la trascrizione dell'atto di nascita nei registri di stato civile di un Comune italiano. Qualora detta trascrizione non sia

stata ancora eseguita, i candidati nati all'estero potranno produrre un certificato dell'autorità consolare; la firma del funzionario che ha rilasciato il certificato deve essere legalizzata dal Ministro per gli affari esteri o dalle autorità da esso delegate;

2) certificato di cittadinanza italiana, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza ovvero dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine. Sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

3) certificato, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici ovvero non sia incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti, ne impediscano il possesso.

I minori di anni 21 dovranno presentare un certificato rilasciato dalla suddetta autorità, dal quale risulti che essi non sono incorsi in alcuna delle cause che, ai termini delle vigenti disposizioni, impediscano il godimento dei diritti politici;

4) diploma originale o copia autenticata ai sensi dell'art 6 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, su carta da bollo da L. 200, di uno dei titoli di studio di cui al precedente art. 2.

Qualora l'istituto presso il quale è stato conseguito il titolo di studio, non avesse ancora rilasciato il relativo diploma, è consentita la presentazione del certificato provvisorio, su carta legale, dal quale risulti che esso sostituisce a tutti gli effetti il diploma originale.

In caso di smarrimento o distruzione del diploma, il candidato dovrà presentare il relativo duplicato rilasciato ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, oppure un certificato dal quale risulti che è in corso la procedura per il rilascio del duplicato stesso;

5) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 200, rilasciato dal segretario della Procura presso il Tribunale;

6) certificato, su carta da bollo da L. 100, rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che il candidato è fisicamente idoneo al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego al quale concorre.

Qualora il candidato sia affetto da qualsiasi imperfezione fisica, il certificato ne deve fare menzione ed indicare se la imperfezione stessa menomi o meno l'attitudine al servizio.

Per i mutilati ed invalidi di guerra od assimilati e per i mutilati ed invalidi per servizio il certificato deve essere rilasciato dall'autorità sanitaria di cui all'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1952, n. 1176 e contenere, ai sensi rispettivamente dell'art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 375 e dell'art. 3 della legge 24 febbraio 1953, n. 142, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido risultanti dall'esame obiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido, per la natura ed il grado della sua invalidità o mutilazione, non riesca di pregiudizio alla salute ed alla incolumità dei compagni di lavoro e sia idoneo a proficuo lavoro nell'impiego al quale aspira.

L'Amministrazione ha facoltà di sottoporre a visita medica di controllo i vincitori del concorso, ai sensi dell'art. 2 secondo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

7) documento da cui risulti l'adempimento degli obblighi militari o l'esito di leva o l'iscrizione nelle liste di leva. In particolare si indicano per le diverse categorie di candidati la denominazione del documento e l'Ente competente a rilasciarlo:

per gli ufficiali in congedo od in servizio: copia dello « stato di servizio » (« estratto matricolare » per gli ufficiali della Marina militare);

per i sottufficiali e militari di truppa in congedo illimitato od in servizio: copia del « foglio matricolare » (« estratto del foglio matricolare » per i sottufficiali ed il personale del Corpo equipaggi militari marittimi);

per i militari in congedo illimitato provvisorio, cioè arruolati dagli organi di leva e tuttora in attesa della chiamata alle armi della propria classe oppure appartenenti a classi già chiamate alle armi ma non ancora incorporati perchè ammessi ai benefici del ritardo o del rinvio previsti dalle vigenti disposizioni: copia del « foglio matricolare » (estratto del « foglio matricolare » per il personale della Marina militare);

per i riformati in rassegna (dopo l'arruolamento in sede di selezione attitudinale o durante la prestazione del servizio alle armi): copia del « foglio matricolare » (« estratto del foglio matricolare » per il personale della Marina militare);

per i rivedibili o riformati dalla Commissione di leva: « certificato di esito di leva »;

per gli iscritti di leva (giovani cioè che appartengono a classe non ancora chiamata alla leva): « certificato di iscrizione nelle liste di leva ».

I certificati di iscrizione nelle liste o di esito di leva debbono essere rilasciati dai sindaci e vistati, per conferma, dai commissari di leva.

Per gli appartenenti alla leva di mare, i certificati di esito di leva debbono essere rilasciati dalle capitanerie di porto.

Il rilascio delle copie degli stati di servizio o dei fogli matricolari per il personale appartenente all'Esercito compete ai distretti militari.

Il rilascio dell'estratto matricolare per il personale appartenente alla Marina militare compete:

alla Direzione generale degli uffici e dei servizi M. S. del Ministero della difesa-Marina se trattasi di ufficiali;

alla Direzione generale del Corpo degli equipaggi della Marina militare del Ministero difesa-Marina, se trattasi di sottufficiali e militari di leva aventi 39 o più anni di età;

alle capitanerie di porto di iscrizione, se trattasi di sottufficiali e militari di leva aventi meno di 39 anni.

Il rilascio delle copie dello stato di servizio e del foglio matricolare per il personale dell'Aeronautica militare compete:

alla Direzione generale personale militare - 5ª Divisione del Ministero della difesa-Aeronatica, se trattasi di ufficiali e sottufficiali (richiesta da indirizzare per il tramite dei Comandi di zona aerea territoriale o di aeronautica competenti per giurisdizione);

all'ufficio stralcio dell'Ispettorato leva e matricola del Ministero della difesa-Aeronautica, se trattasi di militari di truppa (richiesta da rivolgersi direttamente dagli interessati al predetto ufficio stralcio).

I documenti sopraindicati debbono essere in regola con le leggi sul bollo;

8) i concorrenti che siano dipendenti statali di ruolo, dei ruoli aggiunti o dei ruoli speciali transitori, della Amministrazione statale, possono limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 4) e 6) del presente articolo ma dovranno esibire i documenti di cui al precedente art. 4 lettera *w*), qualora non siano già stati presentati per gli effetti della elevazione del limite di età.

I concorrenti che si trovino alle armi per obblighi di leva potranno esibire, in luogo dei documenti di cui ai numeri 2), 6) e 7) del presente articolo, un certificato rilasciato su carta da bollo da L. 100, dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la loro idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

I candidati dichiarati indigenti dalla competente autorità potranno produrre, in carta libera, ai sensi del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 11 aprile 1947, n. 242, soltanto i documenti di cui ai numeri 1), 2), 5) e 6) del presente articolo, purchè dagli stessi risulti esplicitamente la condizione di povertà mediante citazione dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza che dovrà essere aggiunto agli altri documenti.

Non sono ammessi riferimenti a documenti presentati per partecipare a concorsi indetti da altre Amministrazioni.

I documenti indicati ai precedenti numeri 1), 2), 3), 4), 5) e 6) non sono soggetti alla legalizzazione delle firme, ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678; detti documenti dovrano riportare la firma per esteso del funzionario o del pubblico ufficiale che li rilascia, con l'indicazione della qualifica e l'apposizione del timbro dell'ufficio.

Dovranno, invece, ai sensi dell'art. 10 del citato decreto del Presidente della Repubblica, essere legalizzate dal provveditore agli studi le firme apposte sui diplomi originali e sui certificati di studio dai capi delle scuole parificate o legalmente riconosciute con sede fuori della provincia di Roma.

I documenti di cui ai numeri 2), 3), 5), 6) e 8) del presente articolo ed alle lettere *m*), *w*) e *x*) dell'art. 4 non saranno ritenuti validi se rilasciati prima di tre mesi dalla data di ricevimento della richiesta dei documenti stessi.

I certificati di cui ai predetti numeri 2) e 3) dovranno attestare altresì che gli interessati godevano del possesso dei requisiti rispettivamente della cittadinanza italiana e dei diritti politici anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso.

L'Amministrazione potrà concedere un ulteriore brevissimo termine perentorio per la rettifica dei documenti non regolari.

Art. 6.

Programma d'esame

Gli esami consisteranno in due prove scritte, in una prova orale ed in una prova pratica di dattilografia, secondo il seguente programma:

Prove scritte:

1) Componimento d'italiano (da servire anche come saggio di calligrafia).

2) Risoluzione di un problema di aritmetica elementare (nei limiti del programma fissato per la prova orale).

Prova orale:

1) Nozioni generali sull'ordinamento costituzionale ed amministrativo dello Stato. Diritti e doveri dell'impiegato

2) Elementi di aritmetica. Nomenclatura decimale; prime operazioni; divisibilità dei numeri; numeri primi; massimo comun divisore e minimo comune multiplo; frazioni ordinarie e decimali; principali operazioni su di esse; sistema metrico decimale; potenze e radice di numeri; estrazione della radice quadrata; rapporti e proporzioni; media aritmetica, regola di sconto; equazioni di primo grado.

3) Nozioni elementari di statistica e dei servizi di archivio.

Prova pratica di dattilografia:

Scrittura a macchina, sotto dettato, di almeno un facciata di foglio formato protocollo di un brano letterario, commerciale o burocratico alla velocità di 180 battute al minuto primo (circa trenta parole). Nel classificare l'elaborato si terrà conto anche della precisione e dell'estetica.

Art. 7.

Commissione esaminatrice

La Commissione esaminatrice del concorso, da nominare con successivo decreto, sarà composta:

a) da un impiegato della carriera direttiva del Ministero con qualifica non inferiore a direttore di divisione, presidente;

b) da quattro impiegati della carriera direttiva del Ministero con qualifica non inferiore a direttore di sezione.

Le funzioni di segretario sono disimpegnate da un impiegato della carriera direttiva con qualifica non inferiore a consigliere di seconda classe.

Art. 8.

Diario prove di esame e comunicazioni

Per lo svolgimento delle prove di esame e per gli adempimenti ad esse inerenti saranno osservate le disposizioni del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e le relative norme di esecuzione di cui al decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

Tanto le prove scritte che quella orale e pratica avranno luogo in Roma nei giorni che saranno all'uopo stabiliti.

Il diario delle prove scritte sarà comunicato ai candidati ammessi al concorso non meno di quindici giorni prima dell'inizio di esse.

Dello stesso diario è dato avviso, nello stesso termine, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Ai candidati che conseguono l'ammissione alla prova orale sarà data comunicazione con l'indicazione del voto riportato in ciascuna delle prove scritte. L'avviso per la presentazione alla prova orale sarà dato ai singoli candidati almeno venti giorni prima di quello in cui essi debbono sostenerla.

La prova pratica di dattilografia sarà effettuata congiuntamente a quella orale.

I concorrenti dovranno presentarsi agli esami muniti di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

1) fotografia di data recente (applicata sul prescritto foglio di carta da bollo) firmata dall'aspirante. La firma dovrà essere autenticata da un notaio o dal sindaco;

2) libretto ferroviario personale, se il candidato è dipendente dello Stato;

3) tessera postale;

4) porto d'armi;

5) patente automobilistica;

6) passaporto.

Per ciascuna prova scritta sono assegnate ai candidati non più di otto ore di tempo che cominciano a decorrere non appena dettato il tema da svolgere. Scaduto il tempo prescritto, i candidati devono presentare il lavoro anche se non ultimato. Devono in ogni caso allegare le minute.

Art. 9.

Esito delle prove di esame

Alla prova orale saranno ammessi i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale e la prova pratica di dattilografia non si intenderanno superate se il candidato non ottenga almeno la votazione di sei decimi in ciascuna di esse.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei voti riportati nelle prove scritte, del voto ottenuto in quella orale e del voto riportato nella prova pratica.

Art. 10.

Graduatoria

La graduatoria generale del concorso, tenuto conto delle precedenze e dei benefici di carattere preferenziale previsti dalle vigenti disposizioni, a favore di determinate categorie, sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva e sarà approvata con decreto ministeriale da pubblicarsi nel Bollettino ufficiale del Ministero dell'industria e del commercio.

Di tale pubblicazione si darà notizia mediante avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

A parità di merito saranno applicate le preferenze di cui all'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e dell'art. 1 della legge 27 febbraio 1958, n. 130, nonchè degli articoli 53, 54 e 55 della legge 13 marzo 1958, n. 365 e dell'art. 2 della legge 3 aprile 1958, n. 467.

Art. 11.

Nomina dei vincitori

I vincitori del concorso saranno assunti in qualità di aiuto assistente in prova nel ruolo della carriera esecutiva del Corpo delle miniere (coefficiente 157) e conseguiranno la nomina ad aiuto assistente, se ritenuti idonei dal Consiglio di amministrazione, dopo un periodo di prova di sei mesi.

Nel caso di giudizio sfavorevole il periodo di prova è prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, il Ministro dichiara la risoluzione del rapporto d'impiego con decreto motivato. In tal caso spetta all'impiegato una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

A coloro che conseguiranno la nomina ad aiuto assistente in prova sarà corrisposto il trattamento economico della qualifica iniziale della carriera di appartenenza oltre le indennità spettanti in base alle vigenti disposizioni, nonchè il rimborso delle spese per raggiungere la destinazione loro assegnata.

Sono esonerati dal periodo di prova soltanto i vincitori del concorso che provengano da una carriera corrispondente, di questa o di altra Amministrazione, presso la quale abbiano superato il periodo di prova e disimpegnato mansioni analoghe a quella della qualifica per la quale hanno concorso, ai sensi dell'art. 10 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

I vincitori che nel termine stabilito non assumano regolare servizio, senza giustificato motivo, decadono dalla nomina.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per il visto e per la registrazione.

Roma, addì 9 novembre 1960

p. *Il Ministro*: MICHELI

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 marzo 1961
Registro n. 3, foglio n. 47

ALLEGATO A

Schema esemplificativo della domanda
da inviarsi su carta da bollo da L. 200

Al Ministero dell'industria e del commercio
Direzione generale degli affari generali
Ispettorato generale del personale - Divisione personale miniere - Via Molise, 2. — ROMA

Il sottoscritto . . nato a . . (provincia di .) il (1) . . e residente in . . (provincia di .) via . n. . chiede di essere ammesso al concorso per esami a sei posti di aiuto assistente in prova nel ruolo della carriera esecutiva del Corpo delle miniere.

All'uopo fa presente:

a) di essere cittadino italiano;

b) di essere iscritto nelle liste elettorali del comune di . . (2);

c) di non aver riportato condanne penali (3);

d) di essere in possesso del seguente titolo di studio . . conseguito presso l'Istituto in data . .,

e) per quanto riguarda gli obblighi militari (4);

f) di/non aver prestato servizio come impiegato presso pubbliche Amministrazioni e che la risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego è stata deetrminata dalle seguenti cause .

Il sottoscritto dichiara inoltre di essere disposto a raggiungere qualsiasi destinazione in caso di nomina.

. . addì . . .

Firma . . . . . .

Indirizzo presso cui si desidera vengano inviate eventuali comunicazioni , impegnandosi a comunicare le eventuali variazioni successive e riconoscendo che il Ministero non assume alcuna responsabilità in caso di irreperibilità del destinatario.

Visto: per l'autenticazione della firma del sig. (5) . . . .

---

(1) Per godere delle eventuali elevazioni del limite massimo di età, ai sensi dell'art. 2 del bando, indicare se:

coniugato senza oppure con prole e con quanti figli viventi;

combattente, militarizzato od assimilato; partigiano combattente; deportato dal nemico; assimilato ai combattenti;

profugo dalle ex colonie italiane; dai territori su cui è cessata la sovranità dello Stato italiano; da territori esteri; da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra;

decorato al valor militare o promosso per merito di guerra;

capo di famiglia numerosa;

mutilato od invalido militare o civile di guerra;

mutilato od invalido di altre categorie assimilate ai mutilati ed invalidi di guerra, mutilato od invalido per servizio militare o civile;

perseguitato, deportato od internato per motivi politici o razziali;

colpito da leggi razziali;

assistente universitario;

dipendente civile di ruolo o non di ruolo del Ministero . . in qualità di . . in servizio a . . presso . . e di essere in possesso del libretto ferroviario personale n. rilasciato il . ,

sottufficiale delle Forze armate cessato dal servizio a domanda o di autorità e non reimpiegato come civile;

licenziato in data . . dall'ente . . . . soppresso ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404.

(2) In caso di non iscrizione o di cancellazione dalle liste elettorali indicarne i motivi.

(3) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate, la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emesso.

(4) Di aver prestato servizio militare: ovvero di non aver prestato servizio militare perchè non ancora sottoposto al giudizio del Consiglio di leva ovvero perchè, pur dichiarato « abile arruolato », gode del congedo o del rinvio in qualità di . . . . ovvero perchè riformato o rivedibile.

(5) La firma dell'aspirante apposta in calce alla domanda dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo in cui l'aspirante stesso risiede; per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

(1946)

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Concorsi per esami a posti di vice segretario in prova nella carriera di concetto (ruolo centrale e periferico) riservati agli impiegati di ruolo organico, di ruolo aggiunto e non di ruolo del Ministero della marina mercantile.

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 19;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Vista la legge 7 dicembre 1960, n. 1541;

Decreta:

Art. 1.

Sono indetti i seguenti concorsi per esami per vice segretario in prova nella carriera di concetto (ruolo centrale e periferico) del Ministero della marina mercantile:

1) a ottantanove posti, per l'esercizio delle mansioni di carattere amministrativo e di carattere contabile di cui all'art. 3, primo comma, lettere *a*) e *b*) della legge 7 dicembre 1960, n. 1541;

2) ad un posto, per l'esercizio delle mansioni di carattere tecnico (disegnatori) di cui all'art. 3, primo comma, lettera *c*) della legge 7 dicembre 1960, n. 1541;

3) a due posti, per l'esercizio delle mansioni di controllo della documentazione tecnica relativa all'ammissione ai contributi in materia di costruzioni navali ed alla liquidazione delle sovvenzioni alle società esercenti servizi marittimi sovvenzionati di preminente interesse nazionale e di carattere locale, di cui all'art. 3, primo comma, lettera *d*) della legge 7 dicembre 1960, n. 1541.

I concorsi sono riservati agli impiegati di ruolo organico, di ruolo aggiunto e non di ruolo del Ministero della marina mercantile, in servizio da almeno due anni.

Per l'ammissione al concorso di cui al precedente n. 1 è prescritto il possesso di diploma di istituto di istruzione secondaria di secondo grado. Si prescinde dal possesso di tale titolo di studio per gli impiegati della carriera esecutiva, purchè rivestano qualifica non inferiore a quella di archivista, ed abbiano il diploma di istituto d'istruzione secondaria di primo grado.

Per l'ammissione al concorso di cui al precedente n. 2 è prescritto, inderogabilmente, il possesso di uno dei seguenti titoli di studio:

a) diploma di liceo scientifico;

b) diploma di liceo artistico;

c) licenza di istituto tecnico per geometri;

d) licenza di istituto tecnico industriale.

Per l'ammissione al concorso di cui al precedente n. 3 è prescritto, inderogabilmente, il possesso del diploma di istituto nautico.

Art. 2.

Le domande di ammissione ai concorsi, redatte su carta da bollo da L. 200, dovranno pervenire al Ministero della marina mercantile - Ispettorato generale degli affari generali e del personale - entro quarantacinque giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Nella domanda, gli aspiranti debbono dichiarare:
1) il nome e cognome;
2) la data ed il luogo di nascita;
3) il titolo di studio posseduto;
4) la qualifica ed il ruolo o categoria di appartenenza;
5) il concorso al quale intendono partecipare. Chi intenda partecipare a più di un concorso, deve presentare una domanda per ogni concorso al quale chieda di essere ammesso;
6) di essere disposti, in caso di nomina, ad accettare qualsiasi destinazione;
7) l'esatto recapito, al quale saranno inviate le comunicazioni relative al concorso.

La firma in calce alla domanda dev'essere vistata dal capo dell'ufficio presso il quale l'aspirante presta servizio.

Art. 3.

Gli esami comprendono due prove scritte ed una prova orale, per ogni concorso.

Le materie su cui vertono le prove e le modalità di svolgimento delle prove stesse sono specificate nei programmi annessi al presente decreto.

Art. 4.

Le Commissioni esaminatrici, da nominarsi con successivi decreti, saranno composte come segue:

a) un funzionario della carriara direttiva (ruolo amministrativo) del Ministero della marina mercantile, con qualifica non inferiore ad ispettore generale, presidente;

b) due professori d'istituto d'istruzione secondaria di secondo grado, delle materie sulle quali vertono le prove di esame, membri;

c) due funzionari della carriera direttiva del Ministero della marina mercantile, con qualifica non inferiore a direttore di sezione o equiparata, membri.

Le funzioni di segretario saranno disimpegnate da un impiegato della carriera direttiva del Ministero della marina mercantile, con qualifica non inferiore a consigliere di 2ª classe.

Art. 5.

Gli esami avranno luogo in Roma, nella sede che sarà tempestivamente indicata.

I diari delle prove scritte saranno fissati con successivi decreti, di cui sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, e saranno comunicati ai candidati non meno di quindici giorni prima dell'inizio delle prove stesse.

Ai candidati che conseguiranno l'ammissione alla prova orale ne sarà data comunicazione almeno venti giorni prima della presentazione alla prova.

Art. 6.

I candidati debbono presentarsi alle prove d'esame muniti del libretto ferroviario rilasciato dal Ministero della marina mercantile, o di uno dei seguenti documenti di riconoscimento, ad esclusione di qualunque altro:

1) fotografia di data recente, applicata su carta da bollo, autenticata dal sindaco o da notaio;
2) carta d'identità personale;
3) tessera postale;
4) porto d'armi;
5) patente automobilistica;
6) passaporto.

Art. 7.

Saranno ammessi alla prova orale i candidati che avranno riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non s'intenderà superata se il candidato non avrà ottenuto in essa almeno la votazione di sei decimi.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei voti riportati nelle prove scritte e del voto ottenuto in quella orale.

Art. 8.

I concorrenti che abbiano superato le prove, debbono far pervenire al Ministero della marina mercantile, entro trenta giorni dalla data di ricevimento della relativa comunicazione, i documenti necessari per dimostrare gli eventuali titoli di precedenza o di preferenza nella nomina.

A tal fine:

a) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari della guerra 1915-18 presenteranno, in carta legale, la dichiarazione integrativa ai sensi della circolare n. 588 del Giornale militare del Ministero della guerra dell'anno 1922;

b) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936 presenteranno, in carta legale, la dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427, del Giornale militare ufficiale del 1937;

c) gli ex combattenti della guerra 1940-43, della guerra di liberazione o della lotta di liberazione, i prigionieri delle Nazioni Unite e gli appartenenti alle categorie assimilate, di cui al decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato con modificazioni dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93, e al decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241, dovranno produrre la dichiarazione integrativo in carta legale, di cui alla circolare numero 5000/Ord. III del 1° agosto 1948, dello Stato Maggiore dell'Esercito, o quella di cui alla circolare n. 202860/Ord. dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/Om. del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina;

d) i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra, i promossi a grado militare per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

e) i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione in carta da bollo da lire 100 rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

f) coloro che abbiano riportato sanzioni penali per comportamento contrario al regime fascista, dovranno produrre copia della sentenza emessa a loro carico e coloro che hanno riportato sanzioni per lo stesso motivo, o siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale dovranno produrre, in carta da bollo da L. 100, attestazione del prefetto della Provincia, in cui hanno la residenza;

g) i mutilati e gli invalidi di guerra e coloro che le disposizioni in vigore assimilano ai mutilati od invalidi di guerra, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione o il certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, ovvero la dichiarazione d'invalidità in carta semplice, rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale nella quale siano indicati anche i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualità di invalido ai fini della iscrizione nei ruoli provinciali indicati nell'art. 5 della legge 3 giugno 1950, n. 375;

h) i mutilati e gli invalidi per causa di servizio dovranno produrre il decreto di concessione della pensione, da cui risulti la categoria di pensione della quale l'invalido è provvisto e la categoria e la voce della invalidità da cui è colpito, oppure il certificato mod. 69-*ter* della competente Amministrazione, relativo al riconoscimento della qualifica di invalido per servizio;

i) gli appartenenti alle categorie benemerite della lotta di liberazione (mutilati e invalidi per la lotta di liberazione e partigiani combattenti) dovranno esibire apposita dichiarazione rilasciata dalla Commissione prevista dal decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, attestante il possesso di tali qualifiche;

l) gli orfani dei caduti in guerra, dovrano presentare un certificato in carta da bollo da L. 100, rilasciato dal competente Comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza degli orfani di guerra, comprovante tale loro qualità;

m) gli orfani dei caduti per servizio dovranno presentare un certificato, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione comprovante tale loro qualità, oppure il certificato modello 69-*ter* rilasciato dall'Amministrazione da cui dipendeva il genitore;

n) i figli dei mutilati e invalidi di guerra dovranno produrre il certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del rispettivo padre, oppure un certificato, in carta da bollo da L. 100, del sindaco del Comune di residenza sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche dello stato civile, comprovante tale loro qualità; i figli dei mutilati ed

invalidi per causa di servizio dovranno invece produrre la dichiarazione mod. 69-*ter* rilasciata dall'Amministrazione alla quale il genitore apparteneva;

o) coloro che appartengono ad una delle categorie di profughi indicate dall'art. 1 della legge 4 marzo 1952, n. 137 dovranno presentare l'attestazione prevista dall'art. 4, secondo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117, oppure l'attestazione precedentemente rilasciata ai fini dell'applicazione del decreto legislativo 3 settembre 1947, n. 885 e del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104;

p) i candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali presenteranno un certificato in carta legale della competente autorità israelitica;

q) i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole dovranno produrre lo stato di famiglia in carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza.

Ogni altra qualità che, a norma delle disposizioni vigenti costituisce titolo a particolari benefici, sarà comprovata mediante esibizione di documenti idonei.

Art. 9.

Le graduatorie di merito tra i concorrenti saranno approvate con decreti ministeriali, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti prescritti.

Art. 10.

I concorrenti utilmente collocati in graduatoria, che siano impiegati non di ruolo, dovranno far pervenire al Ministero della marina mercantile, entro trenta giorni dalla data di ricevimento della relativa comunicazione, i seguenti documenti in carta legale:

1) diploma originale del titolo di studio posseduto, o copia di esso autenticata da notaio, cancelliere o segretario comunale o negli altri modi previsti dall'art. 6, secondo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678. Nel caso che il diploma non sia stato ancora rilasciato e sufficiente il documento rilasciato dalla competente autorità scolastica in sostituzione del diploma stesso;

2) estratto dell'atto di nascita;

3) certificato di cittadinanza italiana;

4) certificato da cui risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero che non è incorso in alcuna delle cause che ne impediscano il possesso;

5) certificato generale del casellario giudiziale;

6) certificato medico rilasciato da un medico provinciale o militare o dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, attestante l'idoneità fisica del concorrente al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego.

Nel caso che il concorrente abbia qualsiasi imperfezione fisica, questa deve essere specificatamente menzionata, con dichiarazione che essa non menoma l'attitudine all'impiego;

7) copia dello stato di servizio militare, per gli ufficiali in congedo, o copia del foglio matricolare, per i sottufficiali e militari di truppa, o certificato di esito di leva per i riformati, o certificato d'iscrizione nelle liste di leva, per gli appartenenti a classe non ancora chiamata alle armi;

8) stato di famiglia da prodursi soltanto dai coniugati, e dai vedovi con prole;

I documenti di cui ai numeri 3), 4), 5), 6) e 8) debbono essere di data non anteriore di tre mesi a quella di ricevimento della comunicazione di cui al primo comma del presente articolo.

I concorrenti utilmente collocati in graduatoria, che siano impiegati di ruolo o di ruolo aggiunto, possono limitarsi a produrre il titolo di studio ed il certificato medico.

La mancata presentazione in termini, anche di uno solo dei documenti di cui al presente articolo, comporta la decadenza dal concorso. Tuttavia, l'Amministrazione può concedere un brevissimo termine per la rettifica dei documenti non regolari.

Art. 11.

Le graduatorie dei vincitori del concorso e dei dichiarati idonei saranno pubblicati nel Bollettino Ufficiale del Ministero della Marina mercantile. Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, ai sensi e per gli effetti dell'art. 7, ultimo comma, del decreto del Presidente della Repubblica, 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 12.

I vincitori dei concorsi saranno assunti in prova, per la durata di sei mesi, con lo stipendio iniziale spettante ai vice segretari della carriera di concetto dell'Amministrazione dello Stato (coefficiente 202), salvo il disposto dell'art. 202 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 1° marzo 1961

Il Ministro: JERVOLINO

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 marzo 1961
Registro n. 2 Marina mercantile, foglio n. 146. — DI STEFANO

PROGRAMMA D'ESAME

del concorso a 89 posti di vice segretario in prova, per l'esercizio di mansioni di carattere amministrativo e di carattere contabile.

Prove scritte

(durata massima otto ore)

1. Ordinamento costituzionale ed amministrativo dello Stato.
2. Aministrazione del patrimonio e contabilità generale dello Stato.

Prova orale

(durata massima 45 minuti)

La prova verterà sulle materie che formano oggetto delle prove scritte, nonchè sulle seguenti:

Nozioni particolari sull'Ordinamento dell'Amministrazione della Marina mercantile;

Statuto degli impiegati civili e dei salariati dello Stato e relative norme di esecuzione.

PROGRAMMA D'ESAME

del concorso a un posto di vice segretario in prova, per l'esercizio di mansioni di carattere tecnico (disegnatori)

Prove scritte

1. Matematica. Risoluzione di un problema di aritmetica o di algebra o di geometria, in base ai programmi d'insegnamento degli istituti di istruzione secondaria di secondo grado.

Durata massima della prova: otto ore.

2. Disegno. Proiezioni ortogonali di un raggruppamento di solidi dal vero in rapporto dato. Ricerca delle ombre nello stesso raggruppamento con una data inclinazione del raggio luminoso.

Durata massima della prova: dieci ore

Prova orale

(durata massima 45 minuti)

1. Nozioni generali sull'ordinamento costituzionale ed amministrativo dello Stato, con particolare riguardo all'ordinamento dell'Amministrazione della Marina mercantile.
2. Matematica, in base allo stesso programma che forma oggetto della prova scritta.

PROGRAMMA D'ESAME

del concorso a due posti di vice segretario in prova, per l'esercizio delle mansioni di controllo di cui all'art. 3, primo comma, lettera d) della legge 7 dicembre 1960, n. 1541.

Prove scritte

(durata massima otto ore)

1. Ordinamento costituzionale ed amministrativo dello Stato.
2. Elementi di diritto della navigazione.

Prova orale

(durata massima 45 minuti)

La prova orale verterà sulle materie che formano oggetto delle prove scritte, nonchè sulle seguenti:

Nozioni particolari sull'ordinamento dell'Amministrazione della Marina mercantile;

Legislazione sui contributi in materia di costruzioni navali e sulla liquidazione delle sovvenzioni alle società esercenti servizi marittimi sovvenzionati di preminente interesse nazionale e di carattere locale.

Il Ministro: JERVOLINO

(2291)

MINISTERO DELLA SANITA'

Concorso per l'assegnazione di dodici borse di studio per il perfezionamento tecnico-professionale di laureati in medicina veterinaria.

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Vista la legge istitutiva del Ministero della sanità in data 13 marzo 1958, n. 296;

Visto lo stato di previsione della spesa del Ministero della sanità, per l'esercizio 1960-61, che prevede la concessione di borse di studio per laureati in medicina veterinaria;

Ravvisata l'opportunità di favorire ed incrementare, mediante il conferimento di borse di studio, la preparazione tecnica-professionale dei laureati in medicina veterinaria in settori di particolare interesse per il servizio veterinario;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli per il conferimento di dodici borse di studio della durata di dieci mesi e per un importo lordo di L. 650.000 ciascuna, riservata ai cittadini italiani laureati in medicina veterinaria che intendono perfezionarsi in una delle discipline di seguito indicate:

a) malattie infettive e diffusive degli animali;

b) malattie dei pesci;

c) parassitologia;

d) alimentazione degli animali;

e) ispezione sanitaria degli alimenti di origine animale;

f) applicazione dell'energia nucleare in medicina veterinaria.

Le borse di studio sono così ripartite: n. 4, n. 2, n. 1, n. 1, n. 3, n. 1, rispettivamente per le materie specificate alle precedenti lettere *a*), *b*), *c*), *d*), *e*), *f*) e verranno usufruite presso l'Istituto superiore di sanità (n. 1), le Facoltà di medicina veterinaria (n. 4), gli Istituti zooprofilattici sperimentali (n. 5) ed altri Istituti e Centri scientifici specializzati (n. 2).

Sono esclusi dal concorso gli impiegati dello Stato, delle Regioni, delle Province e dei Comuni ed i docenti professori universitari e liberi docenti.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

a) laurea in medicina veterinaria;

b) abilitazione all'esercizio professionale;

c) cittadinanza italiana;

d) certificato di frequenza di corso di aggiornamento o di addestramento svolti presso istituti scientifici o facoltà di medicina veterinaria per coloro che intendono specializzarsi nella disciplina di cui alla lettera *b*) dell'art. 1;

e) età non superiore agli anni 32;

f) aver ottemperato alle leggi sul reclutamento militare.

I suddetti requisiti debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione.

Per difetto di requisiti prescritti può essere disposta la esclusione dal concorso, con decreto motivato del Ministro.

Art. 3.

La domanda di ammissione al concorso, redatta su carta da bollo da L. 200, secondo il modello allegato, dovrà pervenire al Ministero della sanità — Direzione generale dei servizi veterinari — nel termine perentorio di 45 giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal bollo-data apposto dal Ministero.

Non si terrà conto delle domande che risultino pervenute dopo il termine sopraindicato, anche se spedite per posta o trasmesso con qualsiasi altro mezzo entro il termine medesimo.

Gli aspiranti debbono dichiarare nella domanda, oltre al proprio nome e cognome:

1) il luogo e la data di nascita;

2) il possesso della cittadinanza italiana;

3) il possesso del titolo di studio richiesto, l'Università che lo ha rilasciato, nonchè l'anno in cui il titolo stesso è stato conseguito;

4) il possesso del diploma di abilitazione all'esercizio professionale ovvero del certificato di abilitazione provvisoria, l'Università che lo ha rilasciato, nonchè l'anno in cui il titolo stesso è stato conseguito.

I candidati provvisoriamente abilitari all'esercizio professionale che abbiano chiesto ed ottenuto il rilascio di abilitazione definitiva, previsto dall'art. 8 della legge 8 dicembre 1956, n. 1378, dovranno fare menzione di quest'ultimo titolo.

5) la posizione nei riguardi degli obblighi militari;

6) l'impegno di raggiungere, in caso di nomina, la sede assegnata;

7) i servizi prestati presso le Amministrazioni dello Stato, delle Regioni, delle Province, dei Comuni, presso Facoltà universitarie o di medicina veterinaria o istituti scientifici veterinari, le cause di risoluzione dei precedenti rapporti di pubblico impiego e dichiarare, altresì, di non essere incorsi in provvedimenti di destituzione o dispensa o decadenza.

Le domande dovranno, inoltre, contenere la precisa indicazione del recapito dei candidati, i quali hanno l'obbligo di comunicare al Ministero le eventuali variazioni del recapito stesso.

La firma, in calce alla domanda, deve essere autenticata da un notaio ovvero dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante.

L'Amministrazione provvede, d'ufficio, ad accertare le cause di risoluzione degli eventuali precedenti rapporti di impiego.

I candidati che intendano far valere alcuno dei titoli indicati al successivo art. 4 dovranno esibirli, redatti in bollo, unitamente alla domanda, alla quale dovrà pure essere allegato, anche se negativo, un elenco, in carta libera ed in cinque esemplari, tutti datati e sottoscritti dal candidato, contenente l'esatta indicazione dei titoli presentati.

Una delle copie del suddetto elenco, dopo i necessari riscontri, sarà restituita per ricevuta.

Scaduto il termine per la presentazione delle domande non è ammesso la produzione di titoli e documenti a corredo.

La presentazione dell'elenco dei titoli, di cui sopra è cenno, è richiesta a pena di esclusione dal concorso.

Art. 4.

Nel concorso di cui al presente decreto potranno essere presi in considerazione i seguenti titoli:

1) servizio, ovvero incarichi speciali espletati presso la Amministrazione della sanità, sia centrale che periferica;

2) servizio, ovvero incarichi speciali espletati presso Facoltà universitarie di medicina veterinaria o istituti sperimentali zooprofilattici o altri istituti scientifici veterinari;

3) corsi di specializzazione, di perfezionamento, di aggiornamento o di addestramento ed eventuale insegnamento su materie veterinarie svolto nei suddetti corsi e frequenza in qualità di assistente, dopo la laurea, presso istituti scientifici o Facoltà universitarie di medicina veterinaria;

4) pubblicazioni ed altri lavori scientifici sulle discipline veterinarie;

5) titoli attestanti benemerenze, nei riguardi dell'Amministrazione della sanità, ovvero elogi, ovvero encomi per servizi resi alle dipendenze dell'Amministrazione medesima, delle Regioni, delle Province, dei Comuni, delle Facoltà universitarie di medicina veterinaria o istituti sperimentali zooprofilattici o altri istituti scientifici veterinari e per le borse di studio nelle discipline veterinarie conseguite dopo la laurea;

6) punteggio riportato nella votazione complessiva, conseguita nell'esame di laurea;

7) libero esercizio professionale;

8) altri incarichi o servizi.

Art. 5.

La Commissione giudicatrice procederà alla valutazione dei titoli di cui al precedente art. 4, assegnando il relativo punteggio.

E' riservata, inoltre, alla Commissione giudicatrice la valutazione di quei titoli, non compresi tra quelli indicati all'art. 4 del presente decreto, che la Commissione stessa, a sua discrezione, ritenesse di dover valutare.

Nel caso che vi siano per uno stesso periodo più servizi, verrà valutato il servizio più favorevole.

La votazione complessiva è stabilita sommando il punteggio riportato nella valutazione dei titoli prodotti.

A parità di merito, la preferenza è determinata dall'età.

Art. 6.

La Commissione giudicatrice del concorso, da nominare con successivo decreto, sarà composta:

a) dal direttore generale dei servizi veterinari, presidente;

b) da due impiegati delle carriere direttive, in servizio presso il Ministero della sanità, con qualifica non inferiore a direttore di divisione;

c) da un impiegato della carriera direttiva della Ragioneria centrale presso il Ministero della sanità, con qualifica non inferiore a direttore di sezione;

d) da un docente universitario delle materie sulle quali verte il concorso e da un direttore di istituto zooprofilattico.

In caso di impedimento di un qualunque componente della Commissione giudicatrice, esso sarà definitivamente sostituito da altro, scelto nella stessa categoria alla quale l'impedito appartiene.

Un funzionario della carriera direttiva, amministrativo in servizio presso la Direzione generale dei servizi veterinari, con qualifica non inferiore a direttore di sezione, esercita le funzioni di segretario della Commissione.

Ai componenti la Commissione saranno corrisposti i gettoni previsti dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5.

Art. 7.

I candidati dichiarati vincitori dovranno far pervenire all'indirizzo più avanti detto, entro il termine perentorio di trenta giorni, dal ricevimento dell'apposita comunicazione, i documenti di rito, elencati nel successivo art. 8.

Art. 8.

I candidati dichiarati vincitori dovranno produrre, nel termine stabilito dal precedente art. 6, i seguenti documenti:

1) diploma originale o copia notarile autenticata, in carta da bollo da L. 200 del titolo di studio prescritto nel precedente art. 2 per la ammissione al concorso;

2) diploma di abilitazione all'esercizio professionale, ovvero certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio medesimo in originale o copia autenticata da notaio.

I concorrenti che abbiano ottenuto, in sostituzione del certificato di abilitazione provvisoria, il diploma di abilitazione definitiva, dovranno esibire in originale o copia autenticata da notaio quest'ultimo titolo.

In caso di smarrimento o distruzione del diploma, il candidato dovrà presentare il relativo duplicato rilasciato ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, oppure un certificato dal quale risulti che è in corso la procedura per il rilascio del duplicato stesso.

3) estratto dell'atto di nascita, rilasciato su carta da bollo da L. 100;

4) copia, su carta da bollo da L. 200, dello stato di servizio militare o del foglio matricolare o del foglio di congedo illimitato;

5) certificato di cittadinanza italiana, in data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al precedente art. 7.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 27 della tabella B) allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, perchè esibiscano un certificato di povertà ovvero dai documenti stessi risulti esplicitamente la loro condizione di indigenza, mediante citazione degli estremi dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza.

Non si ammettono riferimenti a documenti in precedenza presentati per prendere parte a concorsi banditi dall'Amministrazione della sanità o da altra Amministrazione.

Potrà essere concesso un ulteriore, breve termine perentorio per la rettifica dei documenti non regolari e della domanda di ammissione.

Art. 9.

Il Ministro per la sanità approva la graduatoria dei candidati formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva e provvede alla dichiarazione dei vincitori, entro il limite del numero delle borse di studio messe a concorso per ciascuna materia.

Il Ministro stabilisce presso quale istituto il vincitore dovrà compiere il periodo di perfezionamento.

Art. 10.

La somma concessa per ciascuna borsa di studio verrà pagata dal Ministero della sanità al borsista in rate bimestrali posticipate, dietro presentazione di una dichiarazione di regolare frequenza da rilasciarsi dal direttore dell'Istituto o della Facoltà universitaria.

Tale dichiarazione verrà inviata al Ministero della sanità entro il decimo giorno del mese successivo.

Il vincitore della borsa di studio decade dal diritto di fruire dell'importo di essa se non si presenta all'Istituto nel termine che verrà stabilito dal Ministero. Decade, altresì, da tale diritto, limitatamente ai 5 sesti, 4 sesti, 3 sesti ed 1 sesto dell'importo della borsa qualora interrompa il periodo di perfezionamento rispettivamente a partire dal secondo, terzo, quarto, quinto o sesto bimestre.

Art. 11.

In caso di rinuncia o di decadenza degli assegnatari delle borse il Ministro potrà assegnare le borse stesse ai candidati che li seguino secondo l'ordine della graduatoria.

Art. 12.

Il periodo di tempo che il borsista dovrà trascorrere presso l'istituto cui è stato assegnato, e il programma di lavoro saranno concordati tra l'istituto stesso e il Ministero della sanità.

Art. 13.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 27 febbraio 1961

Il Ministro: GIARDINA

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 marzo 1961
Registro n. 2 Sanità, foglio n. 80

Schema della domanda da inviarsi
su carta da bollo da L. 200

Al Ministero della sanità - Direzione Generale dei Servizi Veterinari — ROMA

Il sottoscritto (cognome e nome) . . . .
nato a . . . . residente in . . . .
provincia di . . . . via . . . .
chiede di essere ammesso al concorso per titoli per l'assegnazione di dodici borse di studio per il perfezionamento tecnico-professionale di laureati in medicina veterinaria.

Il sottoscritto dichiara:

1) di aver conseguito il diploma di laurea in . . . . . in data . . . . presso l'Università di . . . . . ;

2) di essere abilitato all'esercizio professionale;

3) di essere cittadino italiano;

4) di aver frequentato il corso di (aggiornamento o di addestramento) presso l'Istituto . . . . (o presso la Facoltà di medicina veterinaria dell'Università di . . . .) nella disciplina cui alla lettera b) dell'art. 1 del bando di concorso (solo per coloro che aspirano all'assegnazione della borsa per la specializzazione sulle malattie dei pesci).

Il sottoscritto dichiara, sotto la sua responsabilità, di non essere mai stato dipendente da Amministrazioni dello Stato o di Enti pubblici (oppure di essere o di essere stato dipendente da . . . . con la qualifica di . . . . o di essere o di essere stato in servizio fino alla data del . . . . in cui ha lasciato il servizio stesso, ma non per effetto di provvedimento di destituzione, revoca, dispensa o decadenza).

Acclude alla presente, in carta libera ed in cinque esemplari un elenco dei titoli valutabili a stregua dell'art. 4 del bando di concorso.

Il sottoscritto dichiara, infine, di essere disposto a raggiungere in caso di nomina, qualsiasi sede.

. . . . (data)

Firma . . . .

Indirizzo presso cui si desidera vengano inviate eventuali comunicazioni . . . . impegnandosi a comunicare al Ministero della sanità — Direzione generale servizi veterinari — le eventuali variazioni dell'indirizzo stesso e riconoscendo che l'Amministrazione della sanità non assume alcuna responsabilità in caso di irreperibilità del destinatario.

(2290)

MINISTERO DELLA SANITA'

ISTITUTO SUPERIORE DI SANITÀ

Diario delle prove scritte del concorso per esami a diciassette posti di vice esperto in prova (coeff. 202) nel ruolo della carriera di concetto degli esperti in Fisica, Ingegneria, Disegno e Meccanica specializzata dell'Istituto superiore di sanità.

Le prove scritte del concorso per esami a diciassette posti di vice esperto in prova (coeff. 202) nel ruolo della carriera di concetto degli esperti in Fisica, Ingegneria, Disegno e Meccanica specializzata dell'Istituto superiore di sanità, di cui al decreto ministeriale 4 ottobre 1960. pubblicato nel Supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 294 del 1° dicembre 1960, avranno luogo in Roma, presso l'Istituto medesimo, viale Regina Elena n. 299, nei giorni 10 e 12 maggio 1961, alle ore 9,30.

(2482)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Sostituzione del presidente supplente della Commissione per gli esami di procuratore della Corte di appello di Milano.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale 17 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti il 1° marzo 1961, con il quale è stata nominata, fra le altre, la Commissione giudicatrice per gli esami di procuratore presso la Corte di appello di Milano;

Letta la nota 16 marzo 1961, n. 1101/61, del Presidente della Corte di appello di detta città, con la quale si propone, in sostituzione del magistrato dott. Veltri Pietro, impedito per lavori di ufficio, il consigliere di appello dott. Lo Russo Vito a presidente supplente della Commissione;

Decreta:

Il dott. Lo Russo Vito, consigliere della Corte di appello di Milano è nominato presidente supplente della Commissione per gli esami di procuratore della Corte di appello di detta città, in sostituzione del dott. Veltri Pietro.

Roma, addì 29 marzo 1961

Il Ministro: GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 aprile 1961
Registro n. 26 *Grazia e giustizia, foglio n.* 236. — BOVIO

(2443)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Nomina della Commissione di esame del concorso a dieci posti di sottotenente in servizio permanente effettivo del Corpo di commissariato - ruolo Amministrazione, riservato ai sottufficiali dell'Aeronautica militare.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto ministeriale in data 31 marzo 1960, n. 4599, con il quale è indetto un concorso per titoli e per esami a dieci posti di sottotenente in servizio permanente effettivo del Corpo di commissariato - ruolo Amministrazione, riservato ai sottufficiali dell'Aeronautica militare, registrato alla Corte dei conti, addì 13 settembre 1960, registro n. 31 Difesa-Aeronautica, foglio n. 100;

Visto il decreto ministeriale in data 5 novembre 1960, numero 15900, con il quale viene modificato l'art. 10 del concorso di cui sopra, registrato alla Corte dei conti, addì 17 novembre 1960, registro n. 38 Difesa-Aeronautica, foglio n. 211;

Visto il decreto ministeriale in data 1° dicembre 1960, numero 18216, con il quale viene prorogato il termine per la presentazione delle domande di ammissione al concorso di cui sopra, registrato alla Corte dei conti, addì 5 gennaio 1961, registro n. 1 Difesa-Aeronautica, foglio n. 132;

Decreta:

E' nominata la sottonotata Commissione esaminatrice del concorso a dieci posti di sottotenente in servizio permanente effettivo del Corpo di commissariato - ruolo Amministrazione, riservato ai sottufficiali dell'Aeronautica militare:

magg. gen. C.C.r.c. s.p.e. Santaniello Federico, presidente;

ten. col. C.C.r.c. s.p.e. Ragnisco Gennaro, membro per l'amministrazione e contabilità generale dello Stato;

ten. col. C.C.r.c. s.p.e. Marino Antimo, membro per la economia politica e scienza delle finanze;

professore Sacconi Filippo, membro per la cultura generale, storia e geografia;

professore Fortuna Fernando, membro per la computisteria e ragioneria;

ten. col. C.C.r.c. s.p.e. Pollio Pietro, membro supplente;

magg. C.C.r.c. s.p.e. Masini Rocco, segretario.

A ciascuno dei componenti della suddetta Commissione verranno corrisposti i compensi previsti dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5.

Il presente decreto sarà sottoposto alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 4 aprile 1961

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 aprile 1961
Registro n. 14 *Difesa-Aeronautica, foglio n.* 233. — LAZZARINI

(2444)

Nomina della Commissione di esame del concorso a dieci posti di sottotenente in servizio permanente effettivo del Corpo di commissariato - ruolo Amministrazione.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto ministeriale in data 31 marzo 1960, n. 4600, con il quale è indetto un concorso per titoli e per esami a dieci posti di sottotenente in servizio permanente effettivo del Corpo di commissariato - ruolo Amministrazione, registrato alla Corte dei conti, addì 13 settembre 1960, registro n. 31 Difesa-Aeronautica, foglio n. 98;

Visto il decreto ministeriale in data 5 novembre 1960, numero 15899, con il quale viene modificato l'art. 9 del concorso di cui sopra, registrato alla Corte dei conti, addì 19 novembre 1960, registro n. 38 Difesa-Aeronautica, foglio n. 348;

Visto il decreto ministeriale in data 1° dicembre 1960, numero 18217, con il quale è stato prorogato il termine di presentazione delle domande di ammissione al concorso di cui sopra, registrato alla Corte dei conti, addì 5 gennaio 1961, registro n. 1 Difesa-Aeronautica, foglio n. 131;

Decreta:

E' nominata la sottonotata Commissione esaminatrice del concorso a dieci posti di sottotenente in servizio permanente effettivo del Corpo di commissariato - ruolo Amministrazione:

magg. gen. C.C.r.c. s.p.e. Ruccia Francesco, presidente;

colonn. C.C.r.c. s.p.e. Padula Francesco, membro per la amministrazione e contabilità generale dello Stato;

ten. col. C.C.r.c. s.p.e. Mayer Giuseppe, membro per la economia politica e scienza delle finanze;

professoressa Veraldi Giovanna, membro per la cultura generale, storia e geografia;

professore Breccia Fratadocchi Pier Maria, membro per la computisteria e ragioneria;

ten. col. C.C.r.c. s.p.e. Marino Antimo, membro supplente;

magg. C.C.r.c. s.p.e. Masini Rocco, segretario.

A ciascuno dei componenti della suddetta Commissione verranno corrisposti i compensi previsti dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5.

Il presente decreto sarà sottoposto alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 4 aprile 1961

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 aprile 1961
Registro n. 14 *Difesa-Aeronautica, foglio n.* 234. — LAZZARINI

(2445)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI PESARO-URBINO

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Pesaro-Urbino

IL MEDICO PROVINCIALE

Visti gli atti della Commissione giudicatrice del concorso per titoli ed esami per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia al 30 novembre 1958;

Nulla avendo da eccepire in ordine alla legittimità dello svolgimento delle operazioni della Commissione predetta;

Visti gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958 n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei partecipanti al concorso indicato nelle premesse così come formulata dalla Commissione giudicatrice:

1. Bonazzoli Remo . . . punti 56,763
2. Graziano Mario » 56,627
3. Montanari Gabriellino » 53.740
4. Cellini Ugo » 52,736
5. Piscaglia Alessandro » 51.318
6. Fucili Tarcisio » 51,227
7. Casciola Marcello » 51.200
8. Feliziani Vincenzo » 50,067
9. Lucchetti Ireneo » 49,681
10. Bracci Roberto Lucio » 48,459
11. Mascioli Ivo » 48,272
12. Varia Michele . » 48,126
13. Burioni Gaetano » 47,627
14. Cima Cesare » 47.181
15. Giogli Onofrio . » 47,018
16. Conti Paolo » 46.881
17. Pagnoni Danilo » 46,850
18. Samory Viscardo » 46,000
19. Scilla Luigi » 45,700
20. Tonelli Sergio » 45.309
21. Di Paolontanio Francesco » 44,781
22. Giombini Luciano . . . . . . » 44,350
23. Mangani Corrado » 44.313
24. Galeppi Vito » 44,236
25. Masi Milo » 44,009
26. Bivignanelli G. Battista » 43,919
27. Bartolucci Silvano » 43.118
28. Pazzaglia Isaia » 42.336
29. Francini Luciano » 42,309
30. Angelucci Carlo Alberto » 42,172
31. D'Amato Nicola » 41,852
32. Prati Pier Luigi » 41,554
33. Terenzi Serafino » 40,972
34. Valentini Fernando » 40,272
35. Giardini Innocenzo » 39.645
36. Ciccone Nino » 39,622
37. Menicucci Francesco » 39,181
38. Streppa Angelo » 37,809
39. D'Anna Gesualdo » 35,495
40. Gamberini Rodolfo . » 35,454
41. Stefanetti Mario » 35.227

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Pesaro, addì 6 aprile 1961

Il medico provinciale: MORANTE

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto di pari numero e data, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito dei partecipanti al concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella Provincia alla data del 30 novembre 1958;

Visto l'ordine di preferenza delle sedi formulate da ciascun candidato;

Visti gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

I sanitari sotto indicati sono dichiarati vincitori della condotta a fianco di ciascuno segnata:

1. Remo Bonazzoli: Pesaro (Fiorenzuola);
2. Gabriellino Montanari: Montefelcino (2ª condotta);
3. Ugo Cellini: Urbania (2ª condotta);
4. Alessandro Piscaglia: San Leo (Pietracuta);
5. Tarcisio Fucili: Borgopace (unica);
6. Marcello Casciola: Frontone (unica);
7. Vincenzo Feliziani: Montecopiolo (unica).

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Pesaro, addì 6 aprile 1961

Il medico provinciale: MORANTE

(2295)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI VITERBO

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso ad un posto di ufficiale sanitario vacante nella provincia di Viterbo.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 5428 del 24 gennaio 1961, col quale veniva bandito il pubblico concorso al posto di ufficiale sanitario del Consorzio tra i comuni di Tarquinia-Tuscania-Montalto di Castro e Monteromano;

Ritenuta la necessità di costituire la Commissione giudicatrice del suddetto concorso;

Visto l'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto l'art. 8 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, con la modifica apportata alla lettera e dell'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica n. 845 sopracitato;

Viste e designazioni dell'Ordine dei medici e dell'assemblea del Consorzio in parola;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per titoli ed esami al posto di ufficiale sanitario tra i comuni di Tarquinia-Tuscania-Montalto di Castro e Monteromano è costituita come appresso:

Presidente:

De Cecco dott. Alfredo, vice prefetto.

Componenti:

Travaglini dott. Marco, medico provinciale;
Santopadre prof. dott. Guido, docente d'igiene;
de Antoni prof. dott. Vittorio, docente in patologia medica;
Pistoletti dott. Giancarlo, ufficiale sanitario del comune di Viterbo.

Segretario:

Spirito dott. Gaetano, consigliere di 2ª classe.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Viterbo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'Ufficio del medico provinciale di Viterbo.

Viterbo, addì 17 aprile 1961

Il medico provinciale: TRAVAGLINI

(2357)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI L'AQUILA

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di L'Aquila.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto del 20 gennaio 1961, n. 184, con il quale l'ostetrica Luigia Iafrate veniva assegnata alla condotta del comune di Scontrone;

Ritenuto che la predetta ostetrica ha rinunziato alla nomina;

Considerato che in base all'ordine di graduatoria ha diritto di essere assegnata alla sopraindicata condotta l'ostetrica Maria Jacobucci;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento sui concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La condotta ostetrica del comune di Scontrone è assegnata all'ostetrica Maria Jacobucci.

Il comune di Scontrone è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia, nonchè affisso all'albo pretorio di quest'Ufficio ed a quello del Comune interessato.

L'Aquila, addì 5 aprile 1961

Il medico provinciale: MOROSI

(2300)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI BENEVENTO

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Benevento

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 164/AS dell'11 gennaio 1961, con il quale sono state assegnate le condotte mediche vacanti in provincia di Benevento ai candidati vincitori del concorso bandito con decreto del medico provinciale di Benevento n. 749 del 15 febbraio 1960.

Considerato che il vincitore della condotta medica di Pontelandolfo ha rinunciato al posto, avendo optato per altra sede, e che, pertanto la condotta stessa è rimasta vacante;

Viste le domande dei candidati con la indicazione delle sedi in ordine di preferenza;

Visto che il dott. Lombardi Dionisio, interpellato da questo Ufficio, ha dichiarato di accettare la sede di Pontelandolfo rinunziando, di conseguenza, a quella di Pannarano assegnatagli a seguito dei risultati del concorso;

Vista la graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso sopraindicato, approvato con decreto n. 164 dell'11 gennaio 1961;

Visto l'art. 26 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Lombardi Dionisio è dichiarato vincitore della condotta medica di Pontelandolfo.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e nei modi di legge.

Benevento, addì 5 aprile 1961

Il medico provinciale capo: CHIGNOLI

(2298)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI PALERMO

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Palermo

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 15612 del 26 luglio 1960, pubblicato nei modi e termini di legge, con il quale vennero assegnate le condotte mediche vacanti nella provincia di Palermo alla data del 30 novembre 1957, ai candidati dichiarati vincitori del concorso bandito con decreto prefettizio n. 5812 del 1° giugno 1958;

Considerato che a seguito della rinuncia di alcuni vincitori occorre modificare il predetto decreto di assegnazione;

Viste le domande dei candidati con l'indicazione delle sedi preferenziali;

Viste le dichiarazioni di accettazione e di rinuncia dei candidati stessi;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Ai seguenti sanitari che, regolarmente interpellati hanno dichiarato di accettare la nomina, è assegnata la condotta medica a fianco di ciascuno segnata:

1) Bonafede Eugenio: Villabate;
2) La Martina Salvatore: Petralia Soprana (3ª condotta Blufi);
3) Migliore Giuseppe: Ficarazzi;
4) Morsicato Nicolò: Isnello.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nella « Gazzetta Ufficiale » della Regione siciliana e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo Ufficio ed in quello dei Comuni interessati.

Palermo, addì 29 marzo 1961

Il medico provinciale: DE GRAZIA

(2299)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.